



## BRIEFINGS DE BRUXELLES SUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

UNE SÉRIE DE RÉUNIONS SUR DES QUESTIONS DE  
DÉVELOPPEMENT ACP-UE



# Pastoralisme

Ressources sur les nouveaux enjeux et  
opportunités pour le pastoralisme dans  
le contexte des pays africains<sup>1</sup>

Préparé par Isolina Boto (CTA) et Janet Edeme (Commission de l'Union africaine)  
Avec le soutien d'Isaura Lopes (jeune chercheuse du Bureau de Bruxelles du CTA)



## Briefing n° 26

# Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays africains

Bruxelles, 22 février 2012

Préparé par Isolina Boto (CTA) et Janet Edeme (Commission de l'Union africaine)

Avec le soutien d'Isaura Lopes (jeune chercheuse du Bureau de Bruxelles du CTA)

<sup>1</sup>Le présent document informatif n'a pas vocation à couvrir tous les aspects du pastoralisme dans les pays africains mais à proposer de l'information de base et une sélection de sources d'information en se focalisant sur les implications sur le développement rural.

Ce document informatif, ainsi que la plupart des ressources, sont disponibles sur <http://bruxellesbriefings.net>.

# Index

<b>1. Introduction.....</b>	<b>4</b>
1.1. Politiques en soutien au pastoralisme.....	4
<b>2. Définition du pastoralisme.....</b>	<b>6</b>
2.1. Diverses formes du pastoralisme.....	7
2.2. Normes sociales et culturelles.....	8
2.3. Importance du pastoralisme en Afrique.....	9
<b>3. Valeurs multiples du pastoralisme.....</b>	<b>11</b>
3.1. Valeurs directes du pastoralisme.....	11
3.2. Valeurs indirectes.....	12
<b>4. Marchés et marketing pastoraux.....</b>	<b>14</b>
4.1. Commerce national.....	14
4.2. Commerce régional.....	15
4.3. Commerce mondial.....	15
4.4. Contraintes de marketing.....	16
<b>5. Éleveurs pastoraux et environnement.....</b>	<b>18</b>
5.1. Impacts du changement climatique sur le pastoralisme.....	18
5.2. Maintien de la biodiversité.....	18
<b>6. Éducation et développement des capacités des éleveurs pastoraux.....</b>	<b>20</b>
6.1. Écoles pastorales de terrain.....	20
6.2. Développement des capacités et autonomisation.....	21
<b>7. L'avenir du pastoralisme : considérations politiques.....</b>	<b>22</b>
<b>Sélection de ressources en ligne (anglais et français).....</b>	<b>24</b>
<b>Sites web (en anglais et en français).....</b>	<b>29</b>
<b>Glossaire.....</b>	<b>31</b>
<b>Acronymes.....</b>	<b>32</b>
<b>Notes.....</b>	<b>34</b>



## 1. Introduction

Les systèmes pastoraux permettent à des millions d'habitants de subsister dans des environnements hostiles où les systèmes alternatifs d'utilisation des terres sont très risqués ou tout simplement impossibles. L'élevage dans les systèmes pastoraux contribue également grandement aux économies nationales et régionales et fournit des services environnementaux essentiels tels que la séquestration du carbone et la conservation de la biodiversité. La production pastorale extensive n'est pratiquée que sur 25 % des terres mondiales totales, des terres arides africaines (66 % de la surface totale du continent) et de la péninsule arabe aux terres d'altitude d'Asie et d'Amérique latine<sup>2</sup>. Elle représente 10 % de la production mondiale de viande et soutient quelque 200 millions de ménages pastoraux élevant presque 1 milliard de têtes de chameaux, de bétail et de petits animaux, dont un tiers environ en Afrique sub-saharienne.<sup>3</sup> En dehors des régions africaines, on observe un intérêt grandissant et réaffirmé pour les systèmes de production pastorale en Méditerranée, ainsi qu'en Asie occidentale et centrale. À quelques exceptions notables près (notamment la Somalie et la Mongolie), les éleveurs pastoraux sont généralement en minorité dans leur pays, sur des terres marginales le long des frontières nationales, sous la coupe d'une élite politique représentant souvent une majorité agricole résidant dans les zones plus pluvieuses.

Les statistiques officielles ont tendance à faire fi d'un grand nombre d'avantages économiques majeurs de l'élevage pastoral. Parmi ceux-ci, citons la consommation des produits de l'élevage par les ménages, en particulier le lait, particulièrement

important pour les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes. L'élevage est également utilisé pour le transport et le labour. Les animaux de trait peuvent être loués aux négociants ou aux agriculteurs. Le fumier améliore la fertilité du sol et peut être séché et utilisé comme combustible. Les peaux d'animaux ont divers usages domestiques. L'élevage est également à la base des systèmes de soutien social traditionnel de nombreuses communautés pastorales, comme système d'assurance traditionnel face aux chocs. Presque tous les événements sociaux importants des zones pastorales ont recours à l'échange de bétail au sein des familles et entre elles ou à des fins cérémoniales.

Une attention grandissante est par ailleurs accordée à la valeur économique des services écosystémiques dans les zones pastorales, avec en toile de fond le changement climatique mondial, la séquestration du carbone et le maintien de la biodiversité.

Les éleveurs pastoraux sont également confrontés à d'autres enjeux mondiaux : l'expansion du commerce, l'intégration des marchés et le renforcement des interconnexions régionales, dans un contexte mondial de demande élevée et croissante de protéines animales. Les éleveurs pastoraux voient s'ouvrir devant eux de nouvelles opportunités grâce aux développements technologiques qui renforcent la mobilité des télécommunications et à l'amélioration de la génétique donnant naissance à de « nouveaux » organismes végétaux et animaux.

La stabilité régionale, la sécurité et les intérêts géopolitiques jouent un

rôle important dans la détermination de la subsistance pastorale, préalablement à la mise en œuvre de toute politique favorable...

### 1.1. Politiques en soutien au pastoralisme

Sur la base des consultations approfondies d'experts menées depuis 2007, le cadre **politique pour une politique pastoraliste en Afrique** de l'Union africaine, adopté par l'Assemblée de l'UA des chefs d'État et de gouvernements en février 2011 à Addis-Abeba, en Éthiopie, est la première initiative politique continentale visant à assurer, protéger et améliorer la vie, la subsistance et les droits des éleveurs pastoraux africains. Ce cadre politique est une plateforme de mobilisation et de coordination de l'engagement politique pour le développement pastoral en Afrique et met en lumière la nécessité d'impliquer pleinement les éleveuses et éleveurs pastoraux dans les processus de développement national et régional dont ils sont supposés bénéficier. Ce cadre met également en exergue la nature régionale de nombreux écosystèmes pastoraux en Afrique et donc la nécessité de soutenir et d'harmoniser les politiques entre les communautés économiques régionales et les États membres de l'UA.

Le **cadre pour une politique pastoraliste en Afrique** de l'UA contient des principes d'orientation transversale, des objectifs clés et une série de stratégies afin d'atteindre les objectifs suivants : (a) garantir et protéger la vie, la subsistance et les droits des peuples pastoraux et

## Pastoralisme : Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays

assurer un engagement continental en faveur du développement politique, social et économique des communautés pastorales et des régions pastorales, focalisé sur la nécessité de reconnaître les droits et la future contribution économique potentielle des éleveurs pastoraux au développement, via les processus politiques nécessaires au développement de politiques pastorales adaptées et à la pleine intégration du pastoralisme dans les programmes et les plans nationaux et régionaux de développement ; et (b) renforcer la contribution de l'élevage pastoral aux économies nationales, régionales et continentales en se focalisant sur les caractéristiques essentielles des zones pastorales, à savoir les zones de parcours et le bétail, et sur la nécessité d'améliorer la gouvernance de ces zones afin de garantir leur accès aux éleveurs pastoraux en impliquant pleinement les institutions pastorales traditionnelles et en développant l'élevage pastoral, la gestion des sécheresses basée sur les risques et le soutien à la commercialisation du bétail pastoral et des produits dérivés sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux.

Dans la **région CEMAC**, des instruments spécifiques de coopération émergent également, tels que l'accord de coopération sur la création de la CEBEVIRHA (Commission Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques) dans les pays CEMAC. Au sein du **COMESA**, un projet de *cadre politique en faveur de la sécurité alimentaire des zones pastorales* a été publié fin 2009, dans le cadre du troisième pilier du Programme détaillé pour le développement de

l'agriculture africaine (CAADP). Ce cadre propose une harmonisation régionale des politiques nationales en soutien aux mouvements régionaux des éleveurs pastoraux afin de permettre une utilisation efficace des écosystèmes transnationaux des zones de parcours et en faveur du commerce de bétail. Dans le cadre de **l'IGAD**, un *cadre politique régional pour la santé animale* a été finalisé fin 2009, lequel, bien que n'étant pas focalisé sur le pastoralisme, s'applique pleinement aux vastes zones pastorales des États membres.

En **Afrique de l'Ouest**, les gouvernements ont adopté une série de lois pastorales afin de protéger les terres pastorales et d'améliorer la mobilité du bétail ainsi que les droits d'utilisation prioritaire des ressources. Des progrès ont été faits en Afrique occidentale dans la formulation de législations en faveur de la mobilité pastorale via le *certificat international de transhumance de la CEDEAO*. Au sein du COMESA, les systèmes de certification des mouvements régionaux de bétail évoluent. En ce qui concerne l'aspect commerce et surveillance du bétail des mouvements régionaux, on note la question du *contrôle transnational des zoonoses*. Cependant, dans de nombreux pays, les politiques d'éradication de ces maladies doivent être revues. En **Afrique centrale**, les politiques de soutien vont des écoles mobiles étatiques, afin d'apporter les services éducatifs aux enfants des éleveurs pastoraux durant la transhumance au Tchad, à l'allocation de terres et de services vétérinaires adaptés aux communautés pastorales. D'autres expériences politiques positives commencent également à émerger en **Afrique de l'Est**, avec des efforts

d'amélioration de la coordination et de la compréhension de l'élevage pastoral au sein du gouvernement central.

### Politique de l'UE en soutien au pastoralisme en Afrique

Sur la base de preuves scientifiques, les politiques de l'Union européenne (UE) intègrent officiellement la gestion de l'élevage transhumant à faible intensité en Europe en tant que source de bénéfices environnementaux, économiques et culturels divers. Loin de chercher à éradiquer le pastoralisme mobile, l'Union européenne s'efforce clairement à le préserver via des subsides économiques aux éleveurs et des programmes visant les zones de pâturage marginales.

Les agriculteurs dont la gestion des terres et du bétail respectent certains critères de la Politique Agricole commune (PAC) sont éligibles pour des dotations de la CE à travers plusieurs systèmes différents et parfois complexes et chevauchants. Depuis 2003, une refonte majeure de la politique agricole de la CE a modifié la structure des incitants en matière de gestion des terres et du bétail. Les agriculteurs ne bénéficient plus de subsides par tête de bétail détenue (ce qui mettait l'accent sur la production agricole) mais selon la catégorie de terre qu'ils utilisent et les méthodes de reproduction qu'ils pratiquent. Ces nouvelles politiques favorisent délibérément la protection environnementale. Les éleveurs pastoraux européens qui pratiquent le pâturage traditionnel et utilisent des intrants faibles, sur des territoires difficilement cultivables, voient compenser les revenus non obtenus via la conversion à une agriculture plus intensive à intrants importants.



## 2. Définition du pastoralisme

Les éleveurs pastoraux nomades sont des ménages (i) dont la subsistance dépend de l'élevage ; (ii) mobiles durant une partie de l'année au moins ; (iii) qui utilisent des terres de pâture gérées par la communauté durant une partie de l'année au moins ; (iv) qui reconnaissent l'autorité des règles et des normes coutumières. Bien que les données soient de piètre qualité, on recense selon cette définition au moins 20 millions d'éleveurs pastoraux nomades en Afrique et 50 millions dans le monde (Jeremy Swift).

Le pastoralisme nomade est un système de subsistance hautement spécialisé tributaire des connaissances, des compétences et de l'expérience de chaque berger. Les profits économiques sont élevés mais les risques le sont aussi. La mobilité est essentielle car elle permet aux animaux d'accéder aux meilleurs pâturages et de réagir aux sécheresses. Le pastoralisme contribue substantiellement à l'activité économique nationale.

La différence entre les éleveurs pastoraux et ceux des zones urbaines ou périurbaines fait actuellement l'objet d'un débat enflammé. Pour les experts en développement et les éleveurs pastoraux eux-mêmes, le terme « pastoral » concerne les éleveurs ayant des liens économiques et culturels avec le système pastoral, même s'ils ont quitté les zones pastorales ou se sont sédentarisés. Certains ne sont cependant pas d'accord. Des agences telles que le Programme alimentaire mondial des Nations unies, qui mène des évaluations périodiques afin de catégoriser les bénéficiaires d'aides

qui se déplacent vers les zones urbaines, a fixé une période de « transition » de 6 à 12 mois après laquelle le sujet n'est plus considéré comme éleveur pastoral au titre de l'aide alimentaire s'il choisit de ne pas retourner dans son environnement d'origine.

Les gouvernements n'ont pas une approche uniforme de la définition des éleveurs pastoraux. En Éthiopie, les autorités ont qualifié de « pastorales » des zones géographiques où ces groupes prédominent. Au Kenya, les districts situés sur des terres arides et semi-arides sont clairement démarqués mais pas officiellement qualifiés de pastoraux. En Ouganda, alors que le public reconnaît divers groupes pastoraux (souvent informellement qualifiés de « Balaalo »), le gouvernement n'a reconnu que les Karamajongs et leur région comme étant pastoraux. La Tanzanie présente une situation unique où l'ethnicité est évitée dans un but d'intégration nationale. Cette étude soutient une définition à la fois économique et culturelle du pastoralisme. Les éleveurs pastoraux sont ceux qui gagnent en partie leur vie grâce à l'élevage et à ses produits. Il s'agit également de ceux qui demeurent liés à la culture pastorale, même si l'élevage n'est pas leur principale source de revenus.

Le pastoralisme est pratiqué partout dans le monde, de l'Inde à la Mongolie et de l'Arabie saoudite à l'Afrique. Les zones où il est pratiqué en Afrique sont notamment : le delta du Niger, l'Afar/Awash central, le sud de la Somalie, le Kenya, la région massai, l'Ouganda, le Karamajong, le sud

de l'Éthiopie, le Borana, l'Afrique subsaharienne et la Corne de l'Afrique.<sup>4</sup>

Les zones pastorales se trouvent dans les zones naturelles africaines suivantes :

- Les régions méditerranéenne et saharienne de l'Afrique du Nord, du Maroc à l'ouest à l'Égypte à l'est, en passant par l'Algérie, la Tunisie et la Libye ;
- La zone tropicale et équatoriale subsaharienne, des limites du Sahara au nord à la limite du désert du Kalahari au sud ;
- La zone australe, y compris la Namibie, le Botswana, le Zimbabwe, le Mozambique, le Swaziland, le Lesotho et l'Afrique du Sud.

L'Afrique subsaharienne utilise principalement le bétail, les chameaux, les moutons et les chèvres, mais ceux-ci sont en diminution à cause des progrès de la région. En Afrique du Nord et dans la Corne de l'Afrique, les petits ruminants sont utilisés mais ils sont également en déclin face au progrès de l'agriculture. À cause de leur style de vie mobile, les éleveurs pastoraux ne sont généralement pas liés à une zone écologique donnée. En Afrique de l'Ouest, les groupes sont dispersés lors de la saison des pluies et lorsqu'il y a des pâturages. Leur bétail dépend de deux ressources essentielles. Durant la saison sèche, les éleveurs pastoraux se rassemblent là où la nourriture et l'eau continuent à être abondantes.

### 2.1. Diverses formes du pastoralisme

Le pastoralisme revêt deux formes principales : **le nomadisme et la transhumance** :

Les **nomades pastoraux** suivent un modèle de migration saisonnière variant d'une année sur l'autre. Le moment et les destinations des migrations sont essentiellement déterminés par les besoins des troupeaux en eau et en fourrage. Ces sociétés nomades ne créent pas d'installations permanentes mais vivent dans des tentes ou d'autres habitations à la construction relativement aisée durant l'année. Les nomades pastoraux sont généralement autosuffisants en termes de nourriture et pour la plupart des autres nécessités. La mobilité est gérée avec précaution et dépend de grands réseaux sociaux et de la collecte rapide d'information sur les concentrations de pâturages de bonne qualité. Lorsqu'un mouvement est prévu, des éclaireurs sont envoyés pour évaluer l'état des zones de parcours et négocier avec d'autres groupes.<sup>5</sup>

Les **éleveurs pastoraux transhumants** suivent un modèle migratoire cyclique les emmenant généralement vers les vallées d'altitudes fraîches en été et les vallées basses plus chaudes en hiver. La transhumance<sup>6</sup> est le mouvement régulier des troupeaux le long de points donnés afin d'exploiter la disponibilité saisonnière des pâturages. Dans les régions montagneuses de Suisse, de Bosnie, d'Afrique du Nord, de l'Himalaya, du Kirghizstan et des Andes, il s'agit d'un mouvement vertical, généralement entre des points donnés, sur des itinéraires très

anciens. Il existe un lien étroit avec les zones à précipitations plus élevées : si celles-ci sont telles que la présence de fourrage n'est pas problématique, les bergers peuvent alors se permettre de développer des relations permanentes avec des sites particuliers, par exemple via la construction de maisons. La transhumance horizontale est plus opportuniste, le mouvement entre les sites fixes ayant lieu sur plusieurs années mais étant souvent bouleversé par l'évolution du climat, de l'économie ou de la politique.<sup>7</sup> Un aspect caractéristique de la transhumance est la répartition des troupeaux : les bergers emmènent la plupart des animaux à la recherche de pâtures mais laissent à la communauté résidente un noyau de femelles allaitantes. Il existe de nombreuses variations à cette procédure et le développement des transports modernes a limité la séparation radicale des ménages, les membres pouvant se déplacer aisément entre les deux bases. Selon le système où, d'une année à l'autre, des femelles allaitantes, des bêtes plus faibles ou des animaux de trait restent ou non au village.

Les éleveurs pastoraux transhumants dépendent généralement un peu moins de leurs bêtes pour l'alimentation que les nomades. Ils pratiquent souvent l'agriculture végétale à petite échelle sur leurs camps d'été et sont plus susceptibles de vendre leur bétail sur les marchés des villages contre des céréales et d'autres biens qu'ils ne produisent pas eux-mêmes.

Cependant, toutes les sociétés pastorales ne peuvent pas être exactement qualifiées de nomades ou de transhumantes. Avec l'évolution des conditions, les éleveurs pastoraux

s'ajustent généralement. Ainsi, une société traditionnellement nomade peut voir certaines de ses familles devenir plus ou moins transhumantes dans leurs modèles migratoires si l'occasion se présente. De même, une société qui préfère la transhumance peut être contrainte par les circonstances à passer à un modèle nomade pour tout ou une partie de son bétail.

La transhumance a été transformée par l'introduction du transport moderne dans de nombreuses régions d'Eurasie. Par exemple, au Royaume-Uni, la transhumance des moutons entre les terres basses et les terres d'altitude pour la pâture a à présent lieu totalement en camion qui emmène les animaux d'un point de pâture à l'autre. Les pays plus riches du Golfe persique, tels que l'Oman ou l'Arabie saoudite, mettent des véhicules à disposition à des tarifs subsidiés afin d'aider les éleveurs pastoraux à transporter leurs bêtes.

#### Pastoralisme agricole

Les agriculteurs pastoraux sont décrits comme des pastoraux établis qui cultivent des zones suffisantes pour nourrir leur famille grâce à leur propre production culturelle. Les agriculteurs pastoraux ont des droits sur les terres et utilisent leur propre main d'œuvre ou de la main d'œuvre rémunérée pour cultiver les terres et des cultures de base. Bien que le bétail demeure un bien précieux, les troupeaux sont généralement plus limités que ceux des autres systèmes pastoraux, peut-être parce qu'ils ne dépendent plus seulement de l'élevage et sont tributaires de pâturages limités dans un rayon d'une journée de leur village. Les





agriculteurs pastoraux investissent davantage dans le logement et les autres infrastructures locales et, si leurs troupeaux deviennent importants, ils les envoient souvent en pâture avec d'autres éleveurs pastoraux nomades. Le pastoralisme agricole est souvent également la clé de l'interaction entre les communautés sédentaires et mobiles. Du fait de leur identité ethnolinguistique commune avec les éleveurs pastoraux, les agriculteurs pastoraux jouent souvent le rôle d'intermédiaires dans l'établissement des itinéraires du bétail, la négociation des « campements » des troupeaux sur les exploitations (lorsque les excédents culturels peuvent être échangés contre du fumier précieux) et la négociation de l'élevage des animaux de trait, qui ajoutent de la valeur à la production agricole dans son ensemble.

### 2.2. Normes sociales et culturelles

Les groupes pastoraux ont leurs propres langues et traditions, un corps oral et écrit riche d'histoires, de poésie, de chansons et de musique. La culture pastorale fait partie intégrante de la culture, de l'histoire et de l'héritage africains. Les pratiques de gestion du bétail et des ressources naturelles utilisées par les éleveurs pastoraux nécessitent une action collective bien organisée, en particulier dans les environnements rudes dans lesquels ils vivent. Ils s'organisent pour répartir les troupeaux et déplacer les animaux vers des pâturages distants, afin de contrôler l'accès aux pâturages communs,

de gérer l'hydratation du bétail et d'assurer la sécurité. En partie pour ces raisons, les éleveurs pastoraux ont des organisations sociales et un leadership très forts. Dans les écosystèmes pastoraux des régions méditerranéenne, saharienne et subsaharienne, l'Islam est une religion commune et les règles d'accès aux pâturages et aux ressources hydriques sont souvent inspirées des lois islamiques. Généralement, les traditions pastorales considèrent les terres comme une ressource commune.

Même si les conflits entre les éleveurs pastoraux et les agriculteurs sédentaires sont monnaie courante, il existe également de nombreux exemples de coexistence pacifique et d'échanges économiques mutuellement bénéfiques. Ainsi, les communautés pastorales basées dans la zone sahélienne peuvent pratiquer transhumance, basée sur des accords de paix entre les dirigeants traditionnels et ceux des agriculteurs. Cette pratique est visible dans l'exploitation commune des pâturages des plaines humides de la rivière Logone à l'extrême nord du Cameroun au Lac Lere au Tchad.

Les biens sociaux des groupes pastoraux incluent également des systèmes de soutien social indigènes qui, à divers degrés, visent à aider les membres les plus pauvres de la communauté. Ces systèmes peuvent cibler les ménages avec relativement peu d'animaux ou ceux qui ont soudainement perdu des bêtes aux causes de maladies, d'inondations ou d'autres causes. Les ménages

dirigés par des femmes peuvent également être concernés. Ces systèmes locaux sont basés sur des prêts ou des cadeaux en bétail ou en produits de l'élevage, et pour les Musulmans, les aumônes incluent le don de bétail aux ménages plus pauvres. (Cadre politique pour une politique pastoraliste en Afrique)

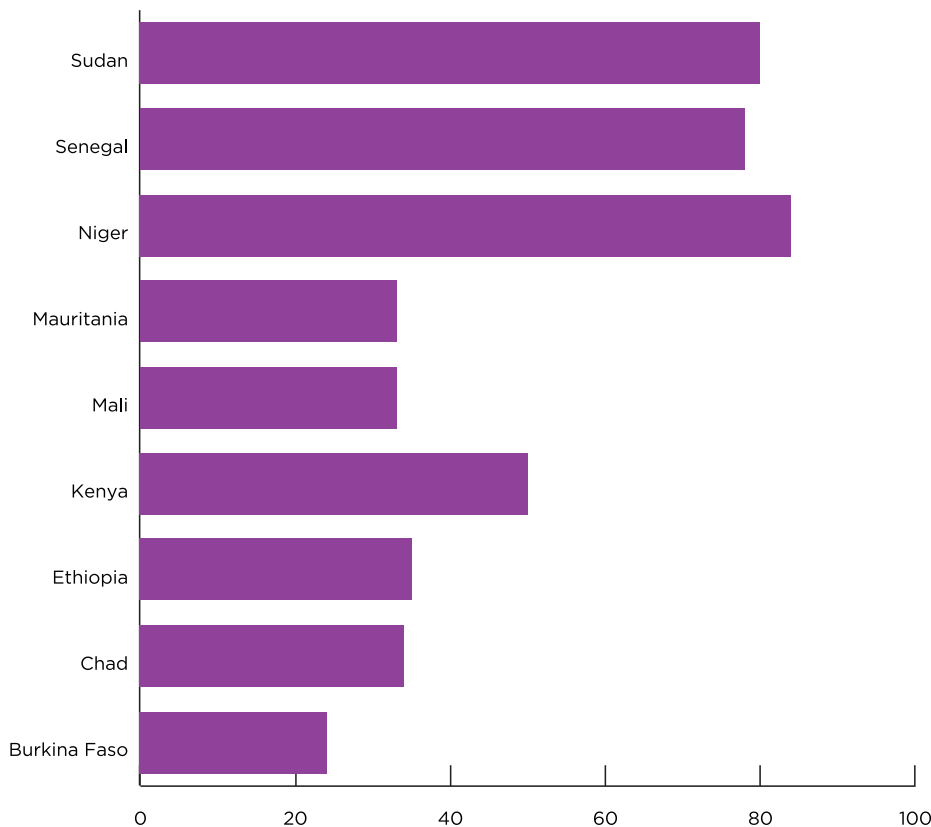
#### Le rôle de la femme dans les sociétés pastorales

À l'exception notable du Touareg saharien, la grande majorité des sociétés pastorales sont patrilinéaires et dominées par les hommes. Les raisons font l'objet d'un débat acharné, mais sont apparemment liées à l'importance de ne pas disperser les troupeaux viables. Dans un système exogame, si les femmes peuvent détenir des troupeaux importants, elles les emmèneront à leur mariage vers un nouveau campement et diminueront le troupeau d'un ménage donné. Les femmes sont généralement en charge de la traite et de la transformation des produits laitiers. Elles nourrissent également la famille. Les hommes s'occupent de mener les troupeaux et de vendre les animaux. Dans les systèmes où les troupeaux sont divisés, les femmes restent généralement dans le logement fixe alors que les hommes s'en vont avec les animaux. De nombreuses politiques pastorales ont fait fi des rôles importants des femmes dans le pastoralisme, notamment les décisions prises par les femmes et leur rôle dans l'éducation des enfants, l'entretien des ménages, le traitement des maladies, les soins aux animaux, la gestion des ressources hydriques et la fourniture de ressources telles que les matériaux de construction et le bois



# Pastoralisme : Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays

## Pastoralisme en pourcentage du PIB agricole<sup>10</sup>



de chauffage. Les vues, expériences et besoins des femmes sont donc souvent laissées de côté dans les processus de prise de décision. Afin de combler le fossé de genre entre les hommes et les femmes dans le pastoralisme, il faut notamment soutenir l'égalité des femmes, financer l'éducation et assurer la participation active des femmes et leur implication dans le processus.<sup>8</sup>

### 2.3. Importance du pastoralisme en Afrique

Peu de pays disposent de données officielles désagrégées montrant

la contribution du pastoralisme et son importance. La contribution du pastoralisme aux économies nationales est généralement exprimée en proportion du PIB, qui à son tour est calculé à partir du bétail national et des coefficients de production. Par conséquent, les indicateurs de PIB sont des mesures indirectes et dépendent en partie des estimations de la proportion de troupeaux nationaux dans les zones pastorales du pays concerné. En général, le pastoralisme contribue à hauteur de 10 à 44 % du PIB des pays africains. La population pastorale en Afrique est estimée à 268 millions (plus d'un quart de la population totale), sur une surface d'environ 43 % de la masse terrestre totale du continent.<sup>9</sup>

#### - Afrique occidentale

En Afrique occidentale, la taille des économies nationales varie grandement. La contribution de l'élevage au PIB agricole varie de 5 % en Côte d'Ivoire à 44 % au Mali. Le secteur de l'élevage fournit également de l'emploi à environ 50 % de la population économiquement active. L'élevage est un facteur clé d'intégration dans la région, le bétail, les moutons et les chèvres étant des produits d'exportation majeurs des pays sahéliens enclavés vers les pays côtiers humides et sous-humides. Cependant, l'offre régionale de viande et de produits laitiers est beaucoup plus faible que la demande, générant une importation nette importante de produits d'élevage. Cette tendance devrait s'intensifier à l'avenir.

#### - Afrique centrale

En Afrique centrale, en particulier au Tchad, au Cameroun et en RCA, le pastoralisme joue un rôle central dans l'élevage. La contribution de l'élevage au PIB de ces pays est estimée à 27 % au Tchad, à 13 % au Cameroun et à 9 % en République centrafricaine. Le niveau de pauvreté dans les communautés pastorales demeure plus élevé que le niveau moyen de 44 %. Le commerce intrarégional de bétail et de ses produits est important dans cette région, ces pays pouvant exporter vers la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et Sao Tome et Principe. Cependant, des différences de prix significatives ont été observées, de 32 % entre le Cameroun et le Gabon à 118 % entre



le Tchad et la Guinée équatoriale. En dépit du pouvoir d'achat élevé des pays producteurs de pétrole (notamment la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et Sao Tome et Principe), leur capacité à absorber les produits de l'élevage du Tchad, du Cameroun et de la RCA est limitée à cause de leurs populations restreintes. Pour cette raison, le Tchad vend la plupart de son bétail en direct au Nigéria, un pays densément peuplé avec un marché beaucoup plus important.

Dans la zone forestière humide de l'Afrique centrale, les pays émergeant de conflits (RDC, Rwanda et Burundi par exemple) ont des problèmes de développement multiples. Par exemple, les niveaux de pauvreté vont de 57 % au Rwanda à 71 % en RDC, où le niveau de pauvreté au sein des communautés pastorales (80 %) est plus élevé que la moyenne nationale. Au Burundi, le secteur de l'élevage contribue à hauteur de 14 % du PIB national et 29 % du PIB agricole.

### - **Afrique orientale**

Les multiples avantages socio-économiques et culturels du

pastoralisme sont mieux exploités en Afrique de l'Est. La région comprend le Soudan et la Somalie, qui sont de grands exportateurs de bétail vers les États du Golfe. L'Éthiopie a un réseau important d'exportation informelle à travers la Somalie et un réseau formel en plein essor vers les États du Golfe, l'Égypte, le Soudan et d'autres pays. La plupart des bêtes présentes sur ces marchés proviennent de régions pastorales. Les infrastructures d'exportation de bétail le long de la côte somalienne septentrionale continuent à se développer, souvent grâce à l'investissement privé. L'Afrique de l'Est se caractérise également par l'exploitation des zones pastorales pour la conservation de la vie sauvage et le tourisme, en particulier le Kenya et la Tanzanie, bien que l'on ignore l'étendue des bénéfices pour les éleveurs pastoraux en termes de revenus. La région a des réserves de pétrole, de minéraux et de gaz naturel substantielles dans les zones pastorales. Au Soudan, le secteur de l'élevage en majorité pastoral contribue à hauteur de 80 % au PIB agricole. En Éthiopie, l'industrie du cuir, qui dépend de l'élevage, est la deuxième source de devises étrangères après le café. Des

évaluations récentes du secteur de l'élevage en Éthiopie menées par le gouvernement suggèrent une sous-évaluation substantielle du secteur. En Ouganda, les éleveurs pastoraux et les petits producteurs de bétail représentent le quatrième revenu en devises étrangères. La Kenya et la Tanzanie ont de vastes terres arides occupées par des éleveurs pastoraux, qui fournissent les marchés de viande importants de ces pays.

### - **Afrique australe**

En Afrique australe, le pastoralisme sud-africain concerne environ 60 % des troupeaux nationaux, et l'élevage, y compris pastoral, constitue un marché d'exportation important pour la Namibie voisine. En Namibie, le secteur de l'élevage, en majorité pastoral, contribue à hauteur de 3 % au PIB et de 28 % au PIB agricole. Les éleveurs pastoraux namibiens détiennent 80 % des troupeaux nationaux et contribuent à environ un tiers des revenus des ménages traditionnels. Le pastoralisme semble jouer un rôle moins important dans les économies du Lesotho, du Mozambique, du Zimbabwe et de l'Angola.

## 3. Valeurs multiples du pastoralisme

### 3.1. Valeurs directes du pastoralisme

Les **valeurs directes** sont des produits et résultats mesurables tels que les ventes de bétail, la viande, le lait, les poils et les peaux. Il s'agit également de valeurs moins aisément mesurables telles que l'emploi, le transport, les connaissances et les compétences.

#### - **Ventes et consommation de bétail et de lait**

La vente d'animaux demeure l'une des valeurs directes les plus élevées du pastoralisme (voir section consacrée aux marchés).

Les ventes / la consommation de lait sont une valeur directe importante du pastoralisme dans les pays en développement mais pas dans les pays développés, où le secteur laitier est très intensif et utilise des races spécialisées. Dans ces conditions, la production de lait de systèmes pastoraux est moins concurrentielle, bien qu'il soit mentionné que certains pays industrialisés entretiennent un secteur laitier en plein essor via la production de produits de niche tels que le fromage bio (comme en Suisse et en France).

Ce problème de sous-estimation est exacerbé par le fait qu'en Éthiopie, le lait consommé par les éleveurs pastoraux représente environ 77 % de la production totale de lait et que cette quantité n'est pas incluse dans les marchés ou les statistiques.

Le niveau de consommation de lait au sein du groupe pastoral semble dépendre de divers facteurs. Par

exemple, en Espagne la majorité du lait bovin est consommée par les familles d'agriculteurs car il ne peut rivaliser sur le marché avec le lait de races spécialisées. D'un autre côté, la majorité du lait de mouton et de chèvre (espèces s'intégrant principalement dans les grands systèmes pastoraux) est vendue aux transformateurs pour produire des fromages chers sous des labels spéciaux et entre 5 et 13 % du lait seulement est autoconsommé. L'accès au marché et la capacité d'ajouter de la valeur au lait guident également le niveau de consommation de lait chez les éleveurs pastoraux du Kirghizstan.

Des études spécifiques sur la commercialisation et la consommation de lait, ainsi que sur la chaîne de marché des diverses régions pastorales du Mali, sont nécessaires. En particulier au Mali, l'attention doit être accordée à la réponse du marché à l'arrêt des importations de lait en poudre de l'UE jusqu'à la mi-2007, qui était commercialisé à des taux plus bas que le lait pastoral, à tel point que les éleveurs pastoraux eux-mêmes l'achetaient.

#### - **Ventes et consommation de cuir et de peaux**

La vente de cuirs et de peaux et leur utilisation dans l'unité de production pastorale est une valeur directe importante du pastoralisme. Le commerce de cuirs et de peaux est généralement lié aux ventes d'animaux pour la viande. De plus, dans certains systèmes pastoraux, les animaux perdus pour cause de maladie peuvent fournir des peaux à transformer même si leur

viande n'est pas commercialisée, créant ainsi un parti-pris entre le nombre d'animaux vendus et celui de peaux produites. En termes monétaires globaux, les cuirs et peaux éthiopiens représentent 85 % des exportations de bétails du pays. Des études spécifiques sur la chaîne de marché de cuirs et de peaux dans les zones pastorales sont nécessaires afin d'informer des interventions visant à renforcer les canaux de commercialisation et les revenus des éleveurs pastoraux. Il ressort clairement des diverses études que des recherches sont nécessaires afin 1) d'estimer les peaux produites dans les abattoirs informels ; 2) d'analyser la chaîne de valeur de peaux et de cuirs ; 3) de quantifier en termes monétaires la valeur des biens finaux produits, en tenant compte de l'importance de l'artisanat des zones pastorales.

#### - **Transport et traction**

Le coût du transport est élevé dans les zones pastorales. C'est l'un des coûts de production/transaction les plus élevés et une contrainte majeure à l'accès au marché. L'importance des animaux pour la subsistance des propriétaires est significative, bien que rarement quantifiée en termes monétaires. L'élevage est source de **transport et de traction** pour de nombreux éleveurs pastoraux. Détenir un chameau et une charrette est une bonne source de revenus, suffisante pour l'entretien d'une famille. Les chameaux peuvent aussi aider à battre les champs, à porter de l'eau et à actionner les moulins à huiles. Le chameau est également utilisé comme animal à monter, qui attire considérablement les touristes.



### - Fumier et productivité agricole

L'utilisation de fumier d'élevage est l'une des principales méthodes utilisées dans l'histoire pour l'entretien de la fertilité du sol et demeure une pratique commune de nombreux systèmes de production. Le fumier est un produit du pastoralisme pouvant être catégorisé comme une valeur directe si on l'envisage comme une marchandise pouvant être évaluée via les prix du marché ou comme une valeur indirecte si le fumier est considéré comme un intrant nécessaire pour certains processus naturels tels que le cycle des nutriments ou comme un facteur de production des activités agricoles. Le fumier de diverses espèces animales peut être collecté, conservé, séché et vendu ou utilisé par les éleveurs pastoraux afin de compléter leurs revenus ou de contribuer à leur subsistance.

## 3.2. Valeurs indirectes

Les **valeurs indirectes** associées au pastoralisme comprennent des éléments tangibles comme les intrants agricoles (fumier, traction et transport) et des produits complémentaires tels que la gomme arabique, le miel, les plantes médicinales, la vie sauvage et le tourisme. Elles incluent également des valeurs moins tangibles telles que des services financiers (investissement, assurance, crédit et gestion des risques), des services écosystémiques (biodiversité, cycle des nutriments et flux d'énergie) et une série de valeurs sociales et culturelles.

De nombreux produits sont issus de terres pastorales, de plus en plus convoitées. Nombre de ces produits ont une valeur élevée sur les marchés mondiaux et, pour la plupart, sont gérés passivement par les éleveurs pastoraux. La production ou la collecte de ces produits est souvent centrale dans la subsistance pastorale et pourrait être considérée comme une valeur directe des éleveurs pastoraux. Cependant, elles sont considérées comme des valeurs indirectes du pastoralisme (en tant que système de production), que les troupeaux mobiles peuvent renforcer.

Les plantes médicinales et autres plantes à valeur élevée fournissent des revenus supplémentaires importants pour de nombreux éleveurs pastoraux, et revêtent de l'importance pour les remèdes traditionnels dans des régions généralement mal desservies par les services médicaux modernes. En plus des connaissances locales, l'un des rôles importants que les éleveurs pastoraux peuvent jouer est de garantir que la culture durable de plantes dans ce secteur est susceptible de surexploitation non autorisée par des personnes extérieures.

L'une des plus importantes valeurs associées aux systèmes pastoraux est le tourisme. Il s'agit évidemment du **tourisme sauvage** (safaris), en particulier en Afrique, du **tourisme culturel**, aspect de plus en plus important de l'industrie du tourisme (Massaïs au Kenya et en Tanzanie, les Dinkas au Soudan, les Touaregs en Afrique occidentale) ; et de la grande **valeur esthétique du paysage** pour l'industrie du tourisme, pouvant être renforcée et protégée par le pastoralisme.

En Afrique de l'Est, bien que le tourisme fournisse de l'emploi et des petits paiements aux groupes pastoraux pour conserver la vie sauvage sur leurs terres, les propriétaires de grandes infrastructures touristiques sont souvent des gens de l'extérieur et la majorité des bénéfices est transférée en dehors des zones pastorales. Dans ces conditions, la participation des éleveurs pastoraux aux activités liées au tourisme peut constituer une stratégie de diversification des revenus pouvant contribuer de manière significative à leur subsistance.

### Contribution du pastoralisme à l'agriculture

Il existe un lien clair entre le pastoralisme et la production agricole, notamment sur la valeur du bétail de trait et la valeur du fumier pour la production agricole dans les zones pastorales.

### Échange de ressources génétiques :

L'échange d'animaux pour des programmes de croisement ou de réserve est promu dans de nombreux pays afin d'améliorer la productivité des races locales ou de fournir des alternatives afin de renforcer la subsistance des petits exploitants. Dans de nombreux cas, la conséquence de ces programmes est la perte de races indigènes à cause d'un processus de substitution uniquement déterminé par les forces du marché focalisées sur la productivité. Le Pérou est le plus grand producteur de laine d'Alpaga au monde et dispose la plus grande population de ces animaux. Récemment, le pays a exporté des alpagas vivants vers des pays aux conditions environnementales similaires tels que l'Équateur ou

## Pastoralisme : Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays

des pays développés tels que l'Australie, le Canada, les États-Unis et la Suisse. En quelques années, ces pays ont commencé à rivaliser avec la laine d'alpaga péruvienne sur les marchés internationaux. Les éleveurs pastoraux péruviens considèrent que la production future d'alpaga est menacée à cause de la capacité des pays développés à utiliser les biotechnologies pour assister la reproduction, lancer des programmes de recherche pour renforcer la qualité des fibres et démarrer des exploitations intensives avec des produits finaux plus homogènes. Les tendances futures du pastoralisme de l'alpaga au Pérou semblent focalisées sur le maintien de la suprématie du pays sur le marché mondial a) en promouvant l'association d'éleveurs pastoraux afin de renforcer l'accès aux informations techniques et au crédit ; b) en contrôlant et en réglementant les exportations et le commerce illégal d'animaux vivants et de ressources génétiques telles que les embryons ; c) en mettant en œuvre des mécanismes de certification de la qualité des fibres.

**Paiements pour les services écosystémiques** : le pastoralisme durable entretient une série de services écosystémiques essentiels. Cependant, ces services ne sont généralement pas pris en compte ou échangés sur les marchés. Des outils tels que l'évaluation économique et les paiements des services écosystémiques peuvent internaliser la valeur de la biodiversité et des services écosystémiques et grandement encourager la conservation de la biodiversité au niveau économique. Les paiements des services écosystémiques consistent à rémunérer financièrement ceux qui gèrent leurs terres pour entretenir le service écosystémique (qualité de l'eau, stockage du carbone, etc.) proportionnellement à la valeur approximative de celui-ci. Afin de mettre en œuvre les paiements efficaces des services écosystémiques, il faut mettre en œuvre des politiques de fixation des prix des ressources naturelles adaptées au niveau national et aux besoins sociaux et établir des mécanismes de marché pour réduire la perte de services écosystémiques de la manière la plus rentable.

**Marchés du carbone** : les éleveurs pastoraux sont les gardiens de plus de 5 000 millions d'hectares de terres de parcours représentant actuellement environ 30 % des réserves carbone du monde dans le sol. Améliorer la gestion des zones de parcours en tant que stratégie de séquestration du carbone peut permettre de stocker 2 000 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> d'ici 2030. Afin de participer au marché international du carbone, les éleveurs pastoraux devront développer des institutions adaptées pour agréger les réserves de carbone et développer et démontrer des techniques de gestion des terres améliorées. Dans le même temps, les marchés carboniques internationaux devront reconnaître le potentiel de la séquestration du carbone dans les zones de parcours et améliorer les données et l'information sur l'impact de la séquestration du carbone des diverses techniques de gestion des terres.



## 4. Marchés et marketing pastoraux

L'orientation des éleveurs pastoraux vers le marché est extrêmement variable dans le monde, selon l'accessibilité et l'écologie. Les éleveurs pastoraux ont toujours dû échanger des produits avec des personnes extérieures contre des aliments de base et des petits biens domestiques. Les éleveurs pastoraux vivant dans des conditions climatiques extrêmes ont généralement limité ces échanges au maximum à cause de leurs difficultés. Toutefois, les éleveurs pastoraux d'Afrique de l'Ouest ont évolué en parallèle avec des réseaux commerciaux de longue distance très sophistiqués, et s'en servent pour transmettre l'information sur les conditions de marché et les ressources fourragères.

Avant l'évolution des transports modernes, les animaux étaient la seule méthode de transport de grandes quantités de biens à travers les terres. Les éleveurs pastoraux ont donc souvent participé à des caravanes commerciales, orientant, gérant et fournissant le bétail adapté et devenant parfois eux-mêmes des négociants.

Dans le Sahara et l'Arabie, cela a donné lieu à une forme de chantage plutôt sophistiqué, où les nomades guidaient les caravanes et exigeaient des paiements afin de les empêcher de piller ces caravanes. Logiquement, le pastoralisme est également associé à un autre type de commerce, à savoir la contrebande. La consolidation des frontières nationales et l'évolution de tarifs contradictoires dans les pays voisins fait des nomades le groupe idéal pour la contrebande entre ces pays. Le Proche-Orient et l'Asie centrale sont particulièrement

concernées, là où des économies très différents se côtoient et des frontières peu définies sont très difficiles à surveiller.<sup>11</sup>

De nombreux éleveurs pastoraux sont de plus en plus impliqués dans des activités de marché, le bétail étant de plus en plus considéré comme un bien à vendre. En dépit des obstacles à la commercialisation, la plupart des éleveurs pastoraux dans le monde approvisionnent les marchés, au niveau international, national, local ou des ménages. Les pratiques de marketing sont bien établies, bien que le choix du marché varie avec le temps, en partie selon le marché le plus rentable. Il existe une tendance à parler du « marché », alors que les marchés de bétail sont divers types et que les éleveurs pastoraux peuvent, dans les bonnes conditions, avoir un certain degré de choix (McPeak et Little, 2006).

### 4.1. Commerce national

La croissance démographique mondiale des centres urbains de plus en plus rapide est source de demande grandissante pour les produits de l'élevage, entraînant à la hausse la consommation par tête de viande et de produits laitiers. La demande mondiale est en augmentation, surtout dans les pays en développement et émergents, ce qui génère des opportunités de marketing importante pour les éleveurs pastoraux.

Les éleveurs pastoraux de la plupart des pays semblent être intégrés jusqu'à un certain point à leur marché national. Cependant, de nombreux pays avec des populations pastorales

ne sont pas autosuffisants en produits animaux et on peut affirmer qu'au vu du sous-investissement important dans le système pastoral, l'approvisionnement des marchés nationaux pourrait être renforcé via des investissements adaptés dans la production et le marketing. En effet, il peut être beaucoup moins risqué de garantir la part de marché national que d'investir dans les marchés mondiaux, où la concurrence est rude et les normes de consommation peuvent être à la fois difficiles à atteindre et changeantes.

Dans de nombreux pays, la consommation domestique offre les meilleurs revenus. Ainsi, en Afrique australe, il semble y avoir de très bonnes raisons pour le manque général d'implication dans la vente de bétail : les gens le conserve non pour gagner de l'argent mais pour en économiser. Cette stratégie répond principalement aux prix élevés de la distribution alimentaire, qui elle-même est une fonction de l'isolement, des coûts élevés du transport et des systèmes de commercialisation médiocres (Behnke, 2006). En particulier, au Botswana, en dépit des politiques gouvernementales visant à rendre le secteur de l'élevage artificiellement attractif, peu d'éleveurs pastoraux pratiquent la vente. Cela peut être dû en partie aux normes sévères de l'économie d'élevage botswanaise orientée vers l'exportation, avec des subsides élevés pour ce secteur et la restriction des mouvements de bétail qui l'accompagne. Cependant, il semble également que l'engraissement du bétail (pour augmenter les ventes d'animaux vivants), détournera le lait de la consommation humaine et privera d'un aliment de base



(Behnke, 2006). La diversification vers des revenus de rente sur les exploitations ou en dehors de celles-ci, en particulier via l'emploi de main-d'œuvre, semble être une tendance mondiale chez les éleveurs pastoraux.

### 4.2. Commerce régional

Le pastoralisme est souvent associé aux zones frontalières, avec des opportunités énormes de commerce informel : il s'agit en effet parfois de la seule opportunité disponible. Cependant, ce commerce est rarement reflété dans les statistiques officielles et est fréquemment considéré comme illégal et indésirable. En ne reconnaissant et en ne légitimant pas le commerce transfrontalier, le gouvernement est plus susceptible de promulguer des politiques inadaptées entraînant des pertes économiques pour le gouvernement national.

Au lieu de faciliter ce commerce pour stimuler les économies locales et d'investir dans ces économies, le gouvernement a tendance à imposer des tarifs et des restrictions garantissant que le commerce demeure informel ou un marché noir, tributaire le cas échéant de pots-de-vin aux postes-frontières. Conséquence de ces échecs politiques pour les éleveurs pastoraux, ces « ambiguïtés juridiques » génèrent une inefficacité pouvant bouleverser les marchés à travers des comportements de maximisation des rentes (McPeak et Little, 2006). Des marchés plus ouverts et compétitifs sont nécessaires. Pourtant, dans les cercles gouvernementaux, « le commerce transfrontalier est souvent considéré

comme de la contrebande illégale et demeure donc sujet à des fermetures de frontières et des confiscations d'animaux handicapantes » (Little et Mahmoud 2005).

Ce commerce transfrontalier est fréquent en Asie centrale. Il est essentiel à la sécurité alimentaire en Afrique orientale, où l'exportation finance l'importation d'aliments essentiels tels que le riz, la farine de blé, l'huile de cuisine et les pâtes. Lorsque l'exportation d'animaux décline ou est interrompue, l'approvisionnement alimentaire chute et devient cher (Little, 2002). Cependant, l'avantage du commerce transfrontalier pour les éleveurs pastoraux est limité par la mauvaise intégration spatiale, qui fait aboutir une plus grande proportion des revenus des ventes de bétail dans la poche d'agents non pastoraux. Les éleveurs pastoraux sont confrontés à des conditions commerciales peu favorables à cause de la chute des prix du bétail et de l'augmentation du coût des grands achats. Par ailleurs, améliorer la sécurité dans la région nécessite un meilleur accès aux ventes et aux achats (Little et al. 2001).

Le **commerce transfrontalier** semble très dynamique, avec des acteurs très flexibles et progressistes. Il relève des défis technologiques (tels que la téléphonie mobile) et saisit les opportunités commerciales (telles que les systèmes d'engraissement et le croisement sélectif). Il dispose de ses propres institutions de régulation, systèmes d'information sur le marché et services financiers. Le commerce transfrontalier de bétail est étroitement lié au commerce d'autres biens tels que les céréales et d'autres aliments.

### 4.3. Commerce mondial

Dans de nombreux pays, le pastoralisme contribue largement aux revenus de l'exportation. Le marché de l'exportation du cuir en Éthiopie, dominé par le secteur pastoral, représente 12 % du commerce total (EPA, 2003). Quatrième exportateur d'Ouganda, 95 % de la vente de cuirs et de peaux dépend des éleveurs pastoraux et des petits producteurs (Muhereza, 2004).

Là où les prix mondiaux sont suffisamment encourageants, les éleveurs pastoraux sont largement impliqués dans le commerce mondial. Le commerce d'animaux vivants de Somalie et d'Éthiopie vers le Moyen-Orient, encouragé par des revenus disponibles élevés du pétrole dans cette région et par la proximité géographique, est un exemple édifiant. Ces trente ou quarante dernières années, les éleveurs pastoraux somaliens ont connu une évolution profonde d'une société d'élevage de subsistance, dépendant principalement du lait et de la viande et parfois de quelques revenus complémentaires à une économie de marché d'exportation de bétail, avec des liens commerciaux relativement sophistiqués (PNUD, 1998).

Le « bloc » d'Afrique australe composé du Botswana, de la Namibie, du Zimbabwe et du Swaziland ont des quotas préférentiels de bœuf réfrigéré avec l'Europe, qui, bien que dominés par les opérations commerciales, permettent une participation limitée des éleveurs pastoraux lorsque ces





derniers ont des troupeaux assez importants. Cependant, ces pays ne sont pas parvenus à respecter leurs quotas d'exportation et, en dépit des énormes investissements et subsides dans des systèmes d'élevage intensif, leur compétitivité sur les marchés mondiaux est érodée (Behnke, 2006).

Le commerce mondial de produits laitiers pastoraux bénéficie rarement d'une grande attention,

alors que le lait de chameau est un produit largement sous-exploité dans de nombreux systèmes pastoraux, offrant un grand potentiel de gain économique sur les marchés domestiques et internationaux. Le marché mondial de lait de chameau, produit en majorité dans les zones arides, est estimé à lui seul à 10 milliards USD, avec 200 millions de consommateurs dans le monde

Arabe uniquement (FAO, 2006). La Somalie et la Mauritanie, deux pays avec une population majoritairement pastorale et des troupeaux de chameaux importants, sont parvenues à lancer un commerce de lait de chameau collectant le lait de producteurs totalement mobiles.

### Produits laitiers de Tiviski, Mauritanie

En 1989, lorsqu'il n'y avait pas de lait frais dans la capitale Nouakchott, une entreprise privée a décidé de faire le lien entre le lait pastoral et les nouveaux consommateurs urbains en collectant le lait cru auprès des bergers et en le vendant pasteurisé dans des cartons. Tiviski, une mini laiterie, a débuté avec un investissement de 230 000 € et a été confrontée à de nombreux défis de taille : difficultés habituelles des PMD et questions pastorales plus spécifiques telles que les distances de collecte du lait, le manque d'infrastructures, la qualité du lait cru, le climat, les changements saisonniers, ainsi que la pression des importations de produits laitiers et le manque de soutien gouvernemental.

En dépit de ces obstacles, le système de collecte des produits laitiers, la politique de qualité et l'approche commerciale générale se sont avérés plus forts, générant un investissement total de 4 millions € et un chiffre d'affaires de plus de 3 millions €, avec des milliers de fournisseurs fiables, 200 employés et un impact considérable sur l'économie rurale.

Toutefois, la commercialisation n'a pas été sans mal : les importations de lait UHT envahissantes, la concurrence sur un marché trop restreint, les barrières au marché européen et le manque de postes régionaux ont limité les ventes bien en-deçà de la capacité de production et de l'approvisionnement en lait, en dépit du développement d'un fromage de chameau unique et d'un investissement de 3 millions € dans une usine UHT franchisée Candia.

## 4.4. Contraintes de marketing

Une série de contraintes de marché sont communes à la majorité des systèmes pastoraux :

- La commercialisation dans les régions pastorales est généralement compliquée par des **coûts de transaction** élevés dus aux longues distances que les éleveurs pastoraux doivent couvrir et les mauvaises infrastructures qui prévalent généralement sur le marché.

- Les **coûts de transport** de bétail et de biens achetés sont souvent prohibitifs et découragent les négociants.
- La **périssabilité** et les coûts élevés des biens : le manque d'infrastructures de transformation limite l'accès à certains marchés.
- Le **manque de services financiers** : Les producteurs n'ont pas le capital nécessaire pour avancer l'argent dépensé pour le marketing. Ils n'ont pas de garanties et la vente de bétail sur le marché

est donc risquée et le choix du moment de la vente, limité.

- **L'absence de marchés nationaux organisés** : un facteur essentiel est le manque d'informations sur les prix et l'exploitation par les intermédiaires qui en résulte, exacerbée par le manque d'infrastructures de détention du bétail, d'aliments pour animaux et d'eau.
- La **bureaucratie gouvernementale** et les tarifs excessifs : La nature extractive de l'implication du

## Pastoralisme : Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays

gouvernement dans le commerce encourage les négociants nationaux à recourir à des canaux non officiels.

En particulier, la tendance au traçage de la viande et des produits laitiers de la source au marché nécessite un système de suivi formel incompatible avec la plupart des systèmes pastoraux. L'accès au marché pour les éleveurs pastoraux peut être soutenu via : (1) la commercialisation de produits spécialisés ; (2) l'inclusion des considérations durables dans les décisions d'achat; (3) le soutien à la coordination de la chaîne d'approvisionnement ; (4) la facilitation de l'accès au crédit ; (5) le développement des capacités des associations de producteurs pastoraux ; et (6) la fourniture de services vétérinaires afin de garantir la qualité de la viande et des produits laitiers.

### Commercialisation du bétail dans la Corne de l'Afrique<sup>12</sup>

En plus de répondre à la demande de subsistance de millions d'éleveurs pastoraux, la région est généralement autosuffisante en production de viande, à l'exception de Djibouti. Pourtant, le niveau des exportations de viande de la région est faible. En revanche, tous les pays de la région, à l'exclusion du Kenya, importent des volumes importants de lait afin de répondre à la demande nationale. Une mauvaise communication et un manque d'infrastructures sont des contraintes majeures pour les éleveurs pastoraux désireux d'accéder aux grands marchés et centres urbains, où la demande de produits de l'élevage est en croissance rapide. L'absence d'infrastructures de refroidissement, d'entreposage et d'emballage, ainsi

que le transport et la manipulation médiocres, limitent les capacités d'ajout de valeur au produit et rendent le problème plus complexe. Actuellement, la plupart des produits de l'élevage de la région sont commercialisés au niveau local et international avec peu d'ajout de valeur, une considération à laquelle s'associent des revenus faibles et un investissement limité des entreprises industrielles dans le sous-secteur de l'élevage.

Les restrictions au commerce dues à la prévalence de maladies transfrontalières et aux normes strictes de commerce de bétail sont d'autres contraintes majeures au commerce international. Les autorités vétérinaires des pays importateurs sont encouragées à exiger la présentation d'un certificat vétérinaire international attestant que la consignation de la viande est conforme à une série de critères difficiles à respecter dans les systèmes de production pastorale.

Le potentiel considérable d'approvisionnement des marchés internationaux est sévèrement limité par le manque de capacités nationales à respecter les normes internationales, qui dans les circonstances actuelles, sont largement hors de portée. Par exemple<sup>13</sup>, dans l'ensemble de la région, il n'existe qu'un petit nombre d'abattoirs à l'exportation et les procédures de certification sont complexes et chères. Par conséquent, la chaîne d'approvisionnement des produits de l'élevage dessert principalement des marchés nationaux, avec un commerce transnational informel quotidien. Des règles et des outils plus abordables, pratiques et adaptés doivent être développés afin de gérer les risques de propagation de zoonoses via le commerce.

- Seuls 20 % du commerce de bétail en Éthiopie passent par les canaux formels, contre 80% du commerce d'exportation environ via des canaux non officiels et informels. La réglementation et la taxation formelle et informelle excessives du commerce de bétail découragent grandement les propriétaires et les négociants de bétail. Une approche reconnaissant les besoins et les intérêts des parties prenantes est nécessaire.

- La Somalie dépend des exportations de viande et d'animaux vivants pour les échanges étrangers nécessaires afin de financer les importations du pays d'aliments et de biens. La plupart des exportations ont lieu vers le Moyen-Orient, notamment le Yémen, les États du Golfe et l'Arabie saoudite. Cependant, tout comme dans les autres pays de la région, le commerce d'animaux vivants pour l'exportation est entravé par des infrastructures commerciales médiocres et insuffisantes, qui augmentent les pertes, font grimper les coûts et réduisent la qualité de vie des animaux à leur arrivée aux marchés de destination.

- Les cuirs et les peaux sont plus faciles à exporter que la viande ou le lait frais. L'Éthiopie, le Kenya et le Soudan ont 60 tanneries qui génèrent un revenu annuel combiné de plus de 135 millions USD. Cependant, la plupart des pays ont des infrastructures de transformation très médiocres, qui ajoutent très peu de valeur au produit.



## 5. Éleveurs pastoraux et environnement

### 5.1. Impacts du changement climatique sur le pastoralisme

Le pastoralisme<sup>14</sup> est confronté à une série de menaces, notamment le changement climatique. Par exemple, les maladies affectant le bétail devraient augmenter en portée et en échelle à cause du changement climatique, notamment la trypanosomiase. Par ailleurs, la fréquence plus importante d'événements climatiques extrêmes, notamment les inondations et les sécheresses, peut amoindrir la résistance actuelle des systèmes pastoraux. De plus, à cause de l'évolution des modèles de précipitations, la fréquence des incendies devrait augmenter dans des régions comme le bassin méditerranéen, affectant la végétation dont dépendent les peuples pastoraux.

Il demeure cependant une grande incertitude quant aux impacts du changement climatique sur la subsistance pastorale. Par exemple, des diminutions projetées des précipitations pourraient renforcer l'exposition aux sécheresses, cependant compensées par l'augmentation de la production de pâturages du fait de la fertilisation du CO<sub>2</sub>. Il faut également développer des modèles climatiques pouvant fournir des informations utiles pour les politiques affectant le pastoralisme.

Il convient de mettre en place un suivi renforcé et continu des impacts observés et projetés du changement climatique sur le

pastoralisme. En adoptant l'approche de précaution, il faut également examiner les politiques et pratiques existantes afin de garantir que la capacité d'adaptation naturelle des systèmes pastoraux est maintenue ou restaurée, par exemple en conservant des races et des variétés de fourrages indigènes, en garantissant la liberté de circulation et en identifiant et en soutenant des mécanismes de réaction traditionnels tels que le captage et la gestion de l'eau et l'accès au marché.

### 5.2. Maintien de la biodiversité

Le pastoralisme contribue substantiellement à la diversité génétique du bétail. Il a été démontré que la gestion efficace des pâturages améliore la biodiversité et peut prévenir la dégradation et la désertification des terres. Le pâturage et l'impact des animaux peuvent stimuler la croissance des pâturages, réduire les mauvaises herbes envahissantes et améliorer le paillage et les cycles des minéraux et de l'eau, bien que les connaissances sur l'évaluation exacte de ces impacts demeurent contestées<sup>15</sup>. Parce que le pastoralisme est souvent rencontré dans des zones arides, conventionnellement définies comme en pénurie d'eau, des races de bétail adaptées sont essentielles à la productivité. Ces races résistent généralement mieux aux maladies, aux sécheresses et aux parasites, car elles ont évolué en parallèle à ces pressions. En tant que telles, en dépit d'être considérées comme ayant un potentiel productif limité, les terres arides entretiennent 46 % de la diversité mondiale de l'élevage. Au Proche-Orient, 90 %

de la diversité de l'élevage peut être attribuée aux systèmes pastoraux des terres arides. En continuant à gérer les races indigènes de bétail, les éleveurs pastoraux maintiennent non seulement la diversité génétique mais également des connaissances indigènes importantes sur la santé, la gestion et la reproduction du bétail.

Les terres marginales qui étaient auparavant la province des éleveurs pastoraux sont de plus en plus considérées comme des réserves de biodiversité. L'inaccessibilité a permis la survie des espèces, en particulier la macrofaune, éliminée dans les zones agricoles à densité élevée. Par conséquent, les gouvernements sont sous pression pour déclarer des régions de plus en plus importantes comme réserves, à la fois par le lobby de conservation et les revenus potentiels du tourisme. C'est probablement encore davantage le cas en Afrique de l'Est, où les grands mammifères sont toujours les plus abondants et l'industrie du tourisme est la plus développée.

La conséquence immédiate est le conflit entre les éleveurs pastoraux, le gouvernement et les lobbies de conservation. Les incertitudes sur la possession pastorale ont empêché les éleveurs pastoraux de revendiquer efficacement les terres et très souvent des pâturages potentiels sont simplement appropriés. Les éleveurs pastoraux pénètrent alors sur des zones de conservation considérées comme des zones de pâturage traditionnelles et y rencontrent des gardes forestiers avec les résultats que l'on connaît. Malgré la valeur élevée accordée à la vie sauvage dans le Nord abondant, les communautés rurales des zones de parcours ont une antipathie de

## Pastoralisme : Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays

longue date bien ancrée à l'encontre des animaux sauvages dangereux et destructeurs.

### Services environnementaux

Le discours prédominant sur le pastoralisme et les préoccupations environnementales concerne la dégradation causée par les éleveurs pastoraux plutôt que sur les services fournis par le pastoralisme, qui sont généralement sous-évalués. Cependant, de nombreux services environnementaux sont fournis par les éleveurs pastoraux et le

pastoralisme et sont mal compris et non capturés par les évaluations nationales. Par ailleurs, la plupart des pays partenaires de cette étude n'ont pas l'expertise pour évaluer leurs valeurs en termes quantitatifs. Le défi majeur pour l'évaluation des services environnementaux fournis par le pastoralisme est leur fourniture conjointe, notamment la contribution du pâturage du bétail à une végétation saine, qui à son tour capture le carbone, réduit l'érosion, entretient les sols et augmente les capacités de conservation de

l'eau. Des études biophysiques sont nécessaires afin d'estimer la production conjointe de ces services pour éviter des dédoublements et évaluer leur valeur relative en termes de contribution au bien-être humain. En dépit de la difficulté, des tentatives d'estimation des valeurs environnementales individuelles dans les pâturages ont été faites, donnant une idée de la magnitude de la valeur de ces services et proposant donc un point de départ pour d'autres études et développements politiques, comme discuté ci-dessous.



## 6. Éducation et développement des capacités des éleveurs pastoraux

Les communautés pastorales ont leurs propres traditions d'éducation, dont la plupart sont demeurées intactes. Leurs connaissances et valeurs sont généralement transmises à la jeune génération. Les taux de scolarisation montrent que les niveaux d'éducation formelle des éleveurs pastoraux sont presque toujours inférieurs à la moyenne nationale. Il existe plusieurs barrières à l'accès à l'éducation :

- *L'isolement* : les zones isolées et peu peuplées rendent plus difficile le recrutement et l'installation des enseignants. Les enseignants n'ont souvent pas la formation nécessaire pour adapter le programme de cours et sont souvent eux-mêmes extérieurs au contexte socioculturel.<sup>16</sup> L'utilisation de la scolarisation peut être considérée par le pastoraliste comme une sédentarisation et une transformation de la communauté pastorale.
- *La demande de main d'œuvre infantile et les inégalités de genre* : la demande de main d'œuvre élevée des enfants pastoraux peut davantage entraver la fourniture de l'éducation que la mobilité.
- *Les opportunités d'emploi* : la disponibilité d'opportunités d'emplois et l'acquisition de connaissances et de compétences deviennent importantes dans le processus de décision d'envoyer des enfants recevoir une éducation formelle.
- *L'insécurité* : en particulier dans la Corne de l'Afrique, des

conflits ont affecté et retardé le développement scolaire.<sup>17</sup>

L'éducation scolaire formelle pour les groupes pastoraux mobiles doit tenir compte des interconnexions entre l'accès à la mobilité éducative et la subsistance des peuples mobiles, l'émancipation des femmes et divers déterminants de participation.

### 6.1. Écoles pastorales de terrain

En 2001, l'International Livestock Research Institute (ILRI) a développé et adapté les écoles pastorales de terrain (FFS) aux systèmes d'élevage du Kenya, avec le soutien du programme pour la santé animale du Département britannique pour le Développement international (DFID) et la FAO. Face à l'expérience fructueuse du projet de petites exploitations laitières, l'ILRI et Vétérinaires sans frontières Belgique (VSF-B) ont piloté l'adaptation de ces écoles à la situation pastorale dans les zones arides et semi-arides du district de Turkana.

Une école pastorale de terrain peut être décrite comme une « école sans murs », où des groupes d'éleveurs pastoraux apprennent par l'observation et l'expérimentation dans leur propre contexte, selon des méthodes d'éducation d'adultes. Cela leur permet d'améliorer leurs compétences de gestion et de devenir des experts dans leurs propres pratiques d'utilisation des ressources. L'approche émancipe les éleveurs pastoraux via des techniques pragmatiques et participatives au lieu de leur

prodiguer des conseils. Il s'agit donc d'améliorer les capacités de prise de décision des participants et de leurs communautés et de stimuler l'innovation locale. Une école pastorale de terrain est généralement composée de 30 à 40 éleveurs pastoraux (personnes âgées, hommes, femmes et jeunes) qui se réunissent régulièrement sur une période donnée afin de formuler des observations sur l'impact de la production de bétail sur l'écosystème de parcours. Un facilitateur PFS formé, généralement issu de la communauté locale ou vivant dans celle-ci, oriente le processus d'apprentissage. À la différence d'autres approches d'extension, l'école pastorale de terrain concerne davantage le développement humain que technologique. La formation est pratique et se prolonge au fil des saisons. Généralement, le cycle scolaire débute à la saison sèche, se prolonge lors de la migration, puis après la fin de la saison sèche, permettant ainsi aux participants d'observer et d'évaluer leurs stratégies de réaction à chaque étape du cycle. Dans cet environnement, le cycle d'apprentissage dure généralement un an et demi à deux ans et s'achève avec la remise de diplôme aux membres du groupe.

Le groupe PFS fournit des animaux et d'autres ressources pour des expérimentations comparatives simples. Ils composent les troupeaux d'étude du groupe, sur lesquels divers traitements (non risqués) sont testés et font l'objet d'observations. La variation des conditions et facteurs environnementaux affectant le troupeau d'étude, tels

que les épidémies, déterminent les sujets abordés chaque semaine lors de la session PFS. Des médias populaires, tels que les chansons et les histoires, sont utilisées pour disséminer l'information sur les questions techniques et sociales. Des outils tels que des illustrations, des démonstrations pratiques et des exemples vivants sont utilisés comme supports pédagogiques pour les membres illettrés du groupe.<sup>18</sup>

### 6.2. Développement des capacités et autonomisation

Les éleveurs pastoraux ont développé une série d'accords institutionnels complexes afin de gérer les terres pastorales. Avec l'évolution des législations, des conditions écologiques et des structures sociales, ces institutions ont dû s'adapter. Il est important de reconnaître et de légitimer les rôles et les responsabilités des institutions locales existantes.

En plus de soutenir les institutions communautaires, il faut renforcer les capacités de chaque éleveur pastoral. C'est en particulier le cas des groupes souvent marginalisés tels que les femmes et les jeunes. Le développement individuel

des capacités peut passer par l'éducation, tout en respectant la mobilité des communautés pastorales, la sensibilisation sur les droits et les responsabilités des éleveurs pastoraux, l'amélioration de l'accès aux soins de santé et un meilleur accès aux services vétérinaires via des travailleurs communautaires en matière de santé animale.

Un autre élément important du développement individuel des capacités est l'accès au crédit qui, s'il respecte les traditions et les institutions communautaires, peut être un outil important de développement des capacités des individus à gérer les risques et à élargir les options de subsistance.

#### **Intégrer les connaissances, innovations et pratiques indigènes et locales**

De nombreux systèmes pastoraux sont ancrés dans une gestion et des pratiques traditionnelles. Le pastoralisme est un système de subsistance lié aux services écosystémiques avec des systèmes complexes d'organisation sociale, politique et économique. Les décideurs centralisés ignorent souvent les défis auxquels les communautés pastorales sont confrontées pour leur subsistance durable ou le maintien de

celle-ci, car il existe peu de mécanismes de transmission par les communautés locales de leurs connaissances aux décideurs extérieurs et les communautés sont souvent économiquement et politiquement marginalisées. En fait, l'érosion des connaissances, innovations et pratiques indigènes et locales peut réduire la durabilité environnementale et économique du pastoralisme. Il est donc important, dans la gestion du pastoralisme pour la conservation de la biodiversité et la réduction de la pauvreté, de garantir qu'un cadre politique adapté est en place pour soutenir et préserver les connaissances, institutions, innovations et pratiques indigènes et locales.

Les pastoralistes africains disposent de prêts et d'assurances coutumiers et d'institutions en place pour la perception et la récupération de créances. Cela aide les ménages à survivre durant les périodes plus difficiles et à reconstruire après les pertes. Ces institutions peuvent être renforcées grâce à des politiques d'élargissement du microcrédit et des opportunités d'investissement, et de facilitation de l'accès aux services financiers tels que les banques et les assurances.<sup>19</sup>





## 7. L'avenir du pastoralisme : considérations politiques

Actuellement, de **nombreuses communautés pastorales connaissent des transformations socioéconomiques et culturelles profondes**, avec des degrés de succès divers. Généralement, les interventions gouvernementales incluent la promotion de l'intégration des éleveurs pastoraux dans le système général via la sédentarisation, les mariages mixtes et l'implication dans des processus politiques. Comme d'autres communautés africaines, l'organisation sociale et les systèmes de soutien social des groupes pastoraux ne sont pas statiques. Dans certaines régions, les dirigeants traditionnels sont confrontés à des pressions d'administrations gouvernementales ou de jeunes désœuvrés, alors que les filets de sécurité locaux peuvent être affaiblis lorsque les troupeaux locaux sont amoindris par des épidémies, des sécheresses ou des conflits.<sup>20</sup>

Malheureusement, la perception selon laquelle le pastoralisme ne produit pas de gains économiques significatifs implique que de nombreux gouvernements ne consentent pas les investissements publics nécessaires en infrastructures de marché, routes, sécurité, éducation et développement des capacités humaines et institutionnelles.

**Les politiques doivent être informées par une compréhension plus complète des multiples valeurs des zones arides et du pastoralisme**, au-delà des seuls produits commerciaux. Les services environnementaux (tels que la séquestration du carbone,

la biodiversité, la lutte contre la désertification et l'érosion) sont de plus en plus valorisés dans le contexte mondial et leur promotion pourrait représenter un potentiel économique important.

Réaliser le potentiel économique des régions pastorales nécessite des stimulants propices, notamment les droits sur les terres et les ressources, l'accès au crédit et aux services bancaires, des recherches et l'extension adaptées et un meilleur accès au gouvernement, pour peu que ces droits et services soient adaptés au contexte pastoral. Les avantages et valeurs des races locales doivent également être reconnus, protégés et capitalisés, par exemple via l'amélioration des races locales et non l'importation de races exotiques.

Les éleveurs pastoraux doivent être suffisamment autonomes pour **influencer les politiques** et la mise en œuvre nationale. Pour ce faire, les politiques propices sont nécessaires afin de garantir l'environnement nécessaire à l'émancipation et à la responsabilisation. L'évolution des services sanitaires et sociaux et des politiques éducatives favorables aux éleveurs pastoraux est nécessaire. Des outils d'extension et de formation doivent être développés et adaptés à la nature extensive des zones de parcours, en capitalisant sur les connaissances pastorales existantes.

À côté des marchés traditionnels, des discussions politiques internationales en cours pourraient générer de nouvelles opportunités de **stimulation financière du pastoralisme durable**. Cela peut

notamment venir de l'atténuation du changement climatique ou de programmes de paiement des services écosystémiques.

Un certain nombre d'autres incitants basés sur le marché en faveur d'un pastoralisme durable existent, notamment les **marchés de niche pour les produits pastoraux** et le développement des systèmes d'étiquetage et de certification, notamment pour les produits biologiques ou des biens produits via des méthodes durables. Les écosystèmes des zones arides proposent une série de produits naturels à valeur élevée dont le développement peut être facilité par la mondialisation. L'accès aux marchés de niche des produits écologiques, avec des marques, peut faire augmenter les prix. La demande de produits novateurs, uniques ou spécialisés est en augmentation, notamment pour les produits médicaux et cosmétiques. Le commerce mondial (y compris la production industrielle) d'aloë, produit de soin traditionnel provenant des zones arides, est évalué à environ 80 million USD.<sup>21</sup>

De nombreux éleveurs pastoraux ont rapidement tiré parti des **nouvelles technologies**, en particulier mobiles, qui leur permettent d'obtenir des informations sur les prix des divers marchés régionaux de bétail et d'identifier quels points de vente proposent les meilleurs prix pour leur bétail et les produits de l'élevage. L'utilisation des Systèmes d'Information Géographique (SIG), de positionnement mondial (GPS) et de cartes thématiques des mouvements saisonniers de bétail



## Pastoralisme : Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays

permettent de prédire exactement les morts d'animaux et de soutenir les efforts d'assurance du bétail pour les éleveurs pastoraux. Par exemple, le programme d'assurance du bétail basé sur l'index développé par l'ILRI et d'autres partenaires utilisera l'imagerie satellite pour déterminer les pertes potentielles de fourrage et de compenser les bergers lorsque les sécheresses doivent avoir des incidences. Les systèmes liés aux transferts de fonds et aux migrations, de plus en plus répandus, sont également assistés par communication mobile. Le secteur privé explore de plus en plus d'options de fourniture de services financiers, notamment bancaires,

via la téléphonie mobile, et des systèmes sont déjà en place dans certains pays.

Face aux opportunités offertes par les TIC aux groupes demeurant dans des zones très isolées, des investissements publics et privés grandissants sont nécessaires pour les applications et le développement d'expériences fructueuses.

Dans le contexte africains, la mise en œuvre du Cadre politique pour une politique pastoraliste en Afrique permettra d'impliquer les parties prenantes afin de (i) renforcer et/ou établir un cadre institutionnel adaptée

pour développer des activités de coordination et de suivi et faciliter l'apprentissage mutuel des États membres dans le développement/l'examen de leurs politiques pastorales dans le cadre politique fixé ; (ii) mettre en place des mesures/mécanismes adaptés de mobilisation de ressources financières et de partenariats en soutien au développement et à la mise en œuvre de politiques pastorales régionales et nationales ; et (iii) soutenir les groupes et réseaux pastoraux dans leurs efforts de mise en place de forums pastoraux régionaux et/ou continentaux.



## Sélection de ressources en ligne (anglais et français)

*En italique les documents disponibles en français*

### Union africaine

Union africaine. 2010. « Policy Framework for Pastoralism in Africa : Securing, Protecting and Improving the Lives, Livelihoods and Rights of Pastoralist Communities ». Addis-Abeba, Éthiopie.

<http://www.tnrf.org/files/policy%20framework%20for%20pastoralism%20final.pdf>

### Ministère britannique du développement international (DFID)

DFID Pastoralism Progressing Policies that favour Pastoralist 1. Opportunities for Development  
<http://www.dfid.gov.uk/R4D/PDF/Outputs/MediaBroad/PastoralismInformationNote1.pdf>

DFID Pastoralism Progressing Policies that favour Pastoralists 2. Challenges to Pastoral Development  
<http://www.dfid.gov.uk/R4D/PDF/Outputs/MediaBroad/PastoralismInformationNote2.pdf>

DFID Pastoralism Progressing Policies that favour Pastoralists 3. Rights, Governance and Voice  
<http://www.dfid.gov.uk/R4D/PDF/Outputs/MediaBroad/PastoralismInformationNote3.pdf>

DFID Pastoralism Progressing Policies that favour Pastoralists 4. Risk Reduction and Linking Relief with Development  
<http://www.dfid.gov.uk/R4D/PDF/Outputs/MediaBroad/PastoralismInformationNote4.pdf>

### Commission européenne

*Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen – Stratégie pour l'Afrique : un partenariat politique régional de l'UE pour la paix, la sécurité et le développement dans la Corne de l'Afrique*

*<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0601:FIN:FR:PDF>*

*CE Commission européenne. 2010c. « La PAC à l'horizon 2020 : Alimentation, ressources naturelles et territoire - relever les défis de l'avenir ». Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions.*  
*[http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/communication/com2010-672\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/communication/com2010-672_fr.pdf)*

### Parlement européen

*Résolution du 15 septembre 2011 sur la famine en Afrique de l'Est*  
*<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&language=FR&reference=P7-TA-2011-0389>*

### Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies (FAO)

FAO. 2001. « Pastoralism in the New Millennium »  
<http://www.fao.org/DOCREP/005/y2647e/y2647e00.htm#toc>.

FAO. 2006. « Breed diversity in dryland ecosystems »  
<http://www.fao.org/Ag/againfo/programmes/en/genetics/documents/ITWG-AnGR4/CGRFA-WG-AnGR-4-06-inf9.pdf>

FAO. 2006. « Livestock's long shadow. Environmental issues and options. » Rome : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies  
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0701e/a0701e.pdf>

FAO. 2007. « The State of the World's Animal Genetic Resources for Food and Agriculture, edited by Barbara Rischkowsky and Dafydd Pilling ». Rome.  
[www.fao.org/docrep/010/a1250e/a1250e00.htm](http://www.fao.org/docrep/010/a1250e/a1250e00.htm)

FAO. 2007. Plan d'action mondial pour les ressources génétiques animales  
[www.fao.org/docrep/010/a1404e/a1404e00.htm](http://www.fao.org/docrep/010/a1404e/a1404e00.htm)

FAO. Projet TCP/MON/0066. Stratégie pastorale de gestion des risques.  
<http://www.fao.org/ag/AGP/AGPC/doc/publicat/field2/TCP0066.htm>

### Institute of Development Studies (IDS)

Devereux, S. 2006. « Vulnerable Livelihoods in the Somali Region, Ethiopia ». Rapport de recherche n°57. Brighton. Institute of Development Studies.  
[http://edoc.bibliothek.uni-halle.de/servlets/MCRFileNodeServlet/HALCoRe\\_derivate\\_00004563/IDS\\_Rr57.pdf](http://edoc.bibliothek.uni-halle.de/servlets/MCRFileNodeServlet/HALCoRe_derivate_00004563/IDS_Rr57.pdf)

IDS. « Pastoralist Innovation Systems.2011 ». Brighton : Institute of Development Studies (IDS) : Future Agricultures Consortium.  
[http://www.future-agricultures.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=577:pastoralist-innovation-systems&catid=126&Itemid=523](http://www.future-agricultures.org/index.php?option=com_content&view=article&id=577:pastoralist-innovation-systems&catid=126&Itemid=523)

## Pastoralisme : Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays

Krätli, S. 2001. « Education Provision to Nomadic Pastoralists : A Literature Review ». Brighton : Institute of Development Studies.  
<http://www.eldis.org/fulltext/saverio.pdf>

Nunow, A., Hussein, A.A., Lind, J., Dida, B. et Mahmoud, A.H. 2011. « Innovation Works : Pastoralists Building Secure Livelihoods in the Horn of Africa. » Brighton : Institute of Development Studies (IDS) : Future Agricultures Consortium.  
[http://www.futureagricultures.org/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_details&gid=1162&Itemid=1073](http://www.futureagricultures.org/index.php?option=com_docman&task=doc_details&gid=1162&Itemid=1073)

Scoones, I., A. Adwera, 2009. « Pastoral Innovation Systems : Perspectives from Ethiopia and Kenya ». Brighton : Institute of Development Studies (IDS) : Future Agricultures Consortium.  
[http://www.futureagricultures.org/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_details&gid=176&Itemid=1073](http://www.futureagricultures.org/index.php?option=com_docman&task=doc_details&gid=176&Itemid=1073)

### IGAD

Aklilu Y., A. Catley Feinstein International Center Tufts University, janvier 2010. « Livestock Exports from Pastoralist Areas : An Analysis of Benefits by Wealth Group and Policy Implications ». Document de travail IGAD LPI n° 01-1  
[http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI\\_WP2010\\_01.pdf](http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP2010_01.pdf)

Behnke R., D. Muthami. « The Contribution of Livestock to the Kenyan Economy ». Document de travail FAO IGAD LPIN° 03-2011  
[http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI\\_WP03\\_11.pdf](http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP03_11.pdf)

Dan Fahey David K. Leonard. « The Political Economy of Livestock And Pastoralism In Sudan ». Initiative politique pour l'élevage de l'IGAD. Document de travail IGAD LPI n° 06-08  
[http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI\\_WP06\\_08\\_Sudan.pdf](http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP06_08_Sudan.pdf)

IGAD. « Livestock's Contribution to Kenya's Economy:150% Higher than Previously Thought ». Briefing 11 IGAD LPI. Mars 2011  
[http://www.igad-lpi.org/publication/docs/policybriefs/IGADLPI\\_Brief\\_11-11.pdf](http://www.igad-lpi.org/publication/docs/policybriefs/IGADLPI_Brief_11-11.pdf)

### Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)

IIED, « Climate Change, Pastoralism and Biodiversity in Dry and Sub-humid Lands »  
<http://www.iied.org/pubs/pdfs/12543IIED.pdf>

IIED et SOS Sahel International UK. « Modern and mobile. The future of livestock production in Africa's drylands ». 2010  
<http://www.sahel.org.uk/documents/ModernandMobile-SOSSahelandIIED.pdf>

Hesse, C., J. MacGregor. 2009. « Arid waste ? IIED, document de briefing, juin 2009  
<http://pubs.iied.org/pdfs/17065IIED.pdf>

Mortimore, M. avec la contribution de S. Anderson, L. Cotula, J. Davies, K. Facer, C. Hesse, J. Morton, W. Nyangena, J. Skinner et C. Wolfangel (2009). « Dryland Opportunities : A new paradigm for people, ecosystems and development », UICN, Gland, Suisse ; IIED, Londres, UK ; et PNUD/DDC, Nairobi, Kenya. x + 86p.  
<http://pubs.iied.org/pdfs/G02572.pdf>

Nori, M., M. Taylor et A. Sensi. 2008. « Browsing on Fences : Pastoral land rights, livelihoods and adaptation to climate change ». IIED, document thématique n° 148.  
<http://www.iied.org/pubs/pdfs/12543IIED.pdf>

### Fonds international pour le développement agricole (FIDA)

FIDA. 2004. « Les services zootechniques et les pauvres : Une initiative mondiale – Collecte, coordination et partage de données d'expérience », FIDA, Rome.  
<http://www.ifad.org/lrkm/book/english.pdf>

FIDA et éleveurs pastoraux. Documents thématiques sur l'élevage. Outils pour le développement de projets.  
<http://www.ifad.org/lrkm/factsheet/pastoralists.pdf>

### Overseas Development Institute (ODI)

Overseas Development Institute (ODI). 2009. « Demographic trends, settlement patterns and service provision in pastoralism ». <http://www.odi.org.uk/resources/download/3301.pdf>

ODI. « Mobile pastoral systems and international zoosanitary standards. Devising a compatible approach ». 2009.  
<http://www.odi.org.uk/resources/docs/4313.pdf>

ODI. Omondi S. S., M. Ochieng. Odhiambo. « Pastoralism, policies and practice in the Horn and East Africa. A review of current trends ». Avril 2009  
<http://www.ebpdn.org/download/download.php?table=resources&id=2529>



ODI. « Social Protection in Pastoral Areas ». 2009. Humanitarian Policy Group. Londres : Overseas Development Institute  
<http://www.odi.org.uk>

Blench, R. 2001. « You can't go home again : Pastoralism in the New Millennium ». Rapport de l'Overseas Development Institute pour l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies. Londres : ODI  
<http://www.odi.org.uk/pdn/eps.pdf>

Pavanello, S., S. Levine. « Natural resources management in Kenya-Ethiopia border areas ». Document de travail HPG Septembre 2011  
<http://www.odi.org.uk/resources/docs/7307.pdf>

« Pastoralism Demographics, Settlement and Service Provisions in the Horn and East Africa : Transformation and Opportunities ». 2010. Humanitarian Policy Group. Londres : Overseas Development Institute  
[www.odi.org.uk/resources/download/3301.pdf](http://www.odi.org.uk/resources/download/3301.pdf)

## Organisation des nations unies (ONU)

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) 2003. « The Global Drylands Imperative : Pastoralism and Mobility in the Drylands ». Nairobi : Programme des Nations unies pour le développement, Drylands Development Centre. Accessible en ligne à l'adresse suivante :  
<http://web.undp.org/drylands/docs/Global%20Drylands%20Imperative%20Devolving%20Resource%20Rights%20and%20the%20MDGs%20in%20Africa.pdf?version=live&id=2525591>

UNESCO-UIS. 2006. « Teachers and Educational Quality : Monitoring Global Needs », Institut statistique de l'UNESCO, Montréal.  
<http://www.uis.unesco.org/TEMPLATE/pdf/Teachers2006/TeachersReport.pdf>

UNICEF. 2006. *Le travail des enfants, Section sur la protection des enfants, UNICEF.*  
[http://www.unicef.org/french/protection/files/Le\\_travail\\_des\\_enfants.pdf](http://www.unicef.org/french/protection/files/Le_travail_des_enfants.pdf)

ONU. 2010. Convention sur la diversité biologique. Nations unies.  
<http://www.cbd.int/>

UNCCD. Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. 2007. « Women Pastoralists: Preserving Traditional Knowledge, Facing Modern Challenges », Bonn, Secrétariat de l'UNCCD et Fonds international pour le développement coopératif  
<http://www.unccd.int/Lists/SiteDocumentLibrary/Publications/pastoralist-eng.pdf>

Programme des Nations unies pour le développement, Soudan, « Reduction of Resource Based Conflicts among Pastoralists and Farmers ». <http://www.sd.undp.org/projects/cp3.htm>

Programme des Nations Unies pour l'environnement - Centre mondial de surveillance de la conservation « A spatial analysis approach to the global delineation of dryland areas of relevance to the CBD Programme of Work on Dry and Subhumid Lands » [http://www.unep-wcmc.org/habitats/drylands/dryland\\_report\\_final\\_HR.pdf](http://www.unep-wcmc.org/habitats/drylands/dryland_report_final_HR.pdf)

ONU OCHA-PCI. 2007b. « The Future of Pastoralism in Ethiopia: 4 Possible Scenarios ». Addis-Abeba  
[http://www.pastoralists.org/pastoralist-pdf/Future\\_Past\\_Summary.pdf](http://www.pastoralists.org/pastoralist-pdf/Future_Past_Summary.pdf)

ONU OCHA-PCI. 2007. « Can Pastoralism Survive in the 21st Century? : Pastoralism Policy »  
<http://www.pastoralists.org/pages/posts/can-pastoralism-survive-in-the-21st-century11.php?p=20>

ONU OCHA Pastoralists Communication Initiative. 2008. « 21st Century Pastoralism ». ONU OCHA  
<http://www.pastoralists.org/pastoralist-pdf/unocha.pdf>

ONU OCHA-PCI. « A Pastoral Policy Framework for Africa »  
<http://ochaonline.un.org/rocea/PastoralPolicy/tabid/4428/language/en-US/Default.aspx>

## Banque mondiale

Banque mondiale. « Enhancing Agricultural Innovation: how to go beyond the strengthening of research systems ». 2006. RAD, Banque mondiale. Washington  
[http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/Enhancing\\_Ag\\_Innovation.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/Enhancing_Ag_Innovation.pdf)

Banque mondiale. 2008. « Rapport sur le développement dans le monde 2008 : Agriculture pour le développement ». Banque mondiale. Washington  
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDECPGFRE/EXTDECRESINFRE/EXTRDMINFRE/EXTRDM2008INFR E/O,,contentMDK:21465645~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:4160633,00.html>

## Pastoralisme : Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays

Banque mondiale. 2009. « Minding the stock. Bringing public policy to bear on livestock sector development ». Rapport n° 44010-GLB, Washington D.C. Banque mondiale.  
<http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/FinalMindingtheStock.pdf>

### World Initiative for Sustainable Pastoralism (WISP)

Hatfield, R. J. Davies. 2006. « Global Review of the Economics of Pastoralism ». The World Initiative for Sustainable Pastoralism.  
[http://liveassets.iucn.getunik.net/downloads/global\\_review\\_ofthe\\_economicsof\\_pastoralism\\_en.pdf](http://liveassets.iucn.getunik.net/downloads/global_review_ofthe_economicsof_pastoralism_en.pdf)

« Indigenous Rangelands Monitoring : harnessing pastoralist knowledge in the Horn of Africa ». 2011. Note de briefing. The World Initiative for Sustainable Pastoralism.  
<http://www.iucn.org/wisp/resources/>

Nori M., J. Davies. 2007. « Change of Wind or Wind of Change? Climate change, adaptation and pastoralism ». Document de travail WISP, Nairobi  
[http://cmsdata.iucn.org/downloads/c\\_\\_documents\\_and\\_settings\\_hps\\_local\\_settings\\_application\\_data\\_mozilla\\_firefox\\_profile.pdf](http://cmsdata.iucn.org/downloads/c__documents_and_settings_hps_local_settings_application_data_mozilla_firefox_profile.pdf)

Schelling, E., D. Weiber, B., Bassirou. 2008. « Learning from the Delivery of Social Services to Pastoralists : Element of Good Practice ». World Initiative for Sustainable Pastoralism (WISP), un projet du Fonds pour l'environnement mondial mis en oeuvre par le PNUD et exécuté par l'Union internationale pour la conservation de la nature. (UICN) Nairobi, Kenya. Source :  
<http://www.iucn.org/wisp/resources/?4133/Learning-From-The-Delivery-Of-Social-Services-To-Pastoralists-Elements-Of-Good-Practice>

World Initiative for Sustainable Pastoralism. 2006. « Pastoralism and the Millennium Development Goals ». Briefing politique du WISP n° 1.

World Initiative for Sustainable Pastoralism. 2007a. « Pastoral Institutions for Managing Natural Resources and Landscapes ». Briefing politique WISP n° 6.  
[www.iucn.org/wisp/](http://www.iucn.org/wisp/)

WISP. The World Initiative for Sustainable Pastoralism. 2008. « Forgotten Services, Diminished Goods : understanding the agroecosystem of pastoralism ». Briefing politique WISP n°8.  
[http://data.iucn.org/wisp/documents\\_english/WISP\\_PN8\\_en.pdf](http://data.iucn.org/wisp/documents_english/WISP_PN8_en.pdf)

WISP. « Women's Empowerment in Pastoral Societies »,  
<http://www.iucn.org/wisp/?3627/Report---WOMENS-EMPOWERMENT-IN-PASTORALSOCIETIES>

### Autres sources

ACDI-VOCA. n.d. Éthiopie – « Pastoralist Livelihoods Initiative-Livestock Marketing (PLI-LM): Strengthening the Value Chains of Pastoralist Communities ». <http://www.acdivoca.org/acdivoca/PortalHub.nsf/ID/ethiopiaPLI>

Anis K. 2008. « Education for Pastoralists : Flexible Approaches, Workable Models », Pact Ethiopia, Addis-Abeba.

Barrow, E., J. Davies, S. Berhe, V. Matiru, N. Mohamed, W. Olenasha, M. Rugadya. 2007. « Pastoralist's species and ecosystem knowledge as the basis for land management ». Bureau régional d'Afrique de l'Est de l'UICN. Briefing politique n° 3 (de 5). Nairobi.  
[http://cmsdata.iucn.org/downloads/pastoralist\\_species\\_and\\_ecosystem\\_knowledge\\_for\\_land\\_management.pdf](http://cmsdata.iucn.org/downloads/pastoralist_species_and_ecosystem_knowledge_for_land_management.pdf)

Blench, R. 2000. « Extensive Pastoral Livestock Systems : Issues and options for the future ». FAO - Projet coopératif japonais GCP/JPN/005/JPN. Collecte d'informations sur la production et la santé animales.  
<http://www.smallstock.info/reference/FAO/kyokai/document2.pdf>

Carr-Hill R. A., E. Peart. 2005. « The Education of Nomadic Peoples in East Africa : Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Tanzania and Uganda : Review of Relevant Literature ». Tunisie. Banque africaine de développement.  
<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001405/140563e.pdf>

Delgado C. et al.1999. « Livestock to 2020 : the next food revolution ». IFPRI. Washington D.C.  
[www.ifpri.org/2020/briefs/number61.htm](http://www.ifpri.org/2020/briefs/number61.htm)  
<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/vb61.pdf>

De Souza, A. 2007. « Forum on Flexible Education. Reaching Nomadic Populations in Africa. Summary Report ». Commonwealth of Learning, 20-23 juin 2006, Garissa, Kenya.  
[www.col.org/SiteCollectionDocuments/NomadicReport\\_A4\\_web.pdf](http://www.col.org/SiteCollectionDocuments/NomadicReport_A4_web.pdf)

Flintan, F. 2011. « The Political Economy of Land Reform in Pastoral Areas : Lessons from Africa, Implications for Ethiopia ». <http://www.celep.info/wp-content/uploads/downloads/2011/04/Political-economy-of-Land1.pdf>

« Tiviski Dairy : Africa's First Camel Milk Dairy Improves Livelihoods for Semi-Nomadic Herders in Mauritania », préparé par Mamadou Gaye Sector • Dairy Enterprise Class • PME locale  
[http://growinginclusivemarkets.org/media/cases/Mauritania\\_Tiviski\\_2008.pdf](http://growinginclusivemarkets.org/media/cases/Mauritania_Tiviski_2008.pdf)



Leyland, T.J., A. Catley. « Animal Health Services in Pastoralist Areas of the Horn of Africa : Issues Affecting the Wider Application of Community-Based Delivery Systems ». Feinstein International Famine Centre

LPPED et LPPS. Ligue des peuples pastoraux et du développement endogène (Allemagne) et Lokhit Pashu-Palak Sansthan (Inde). 2005. « The Role of Pastoralism in the conservation of dryland ecosystems ». [http://www.dry-net.org/uploaded\\_files/Enhancing\\_the\\_role\\_of\\_pastoralism\\_in\\_the\\_conservation-1.ppt](http://www.dry-net.org/uploaded_files/Enhancing_the_role_of_pastoralism_in_the_conservation-1.ppt)

Nori M., M. Taylor. 2006. « Mobile livelihoods, patchy resources & shifting rights : approaching pastoral territories ». Document de travail ILC, Rome [www.landcoalition.org/pdf/ev06\\_pastoralists.pdf](http://www.landcoalition.org/pdf/ev06_pastoralists.pdf)

Nunow A., A. A. Hussein., J., Lind, B., Dida, A. H., « Mahmoud Innovation works : pastoralists building secure livelihoods in the Horn of Africa ». Future Agriculture Consortium. Briefing politique 038 | mars 2011 [http://www.dfid.gov.uk/r4d/PDF/Outputs/futureagriculture/FAC\\_Policy\\_Brief\\_No38.pdf](http://www.dfid.gov.uk/r4d/PDF/Outputs/futureagriculture/FAC_Policy_Brief_No38.pdf)

Sadler, K., Kerven, C., Calo, M., Manske, M. et Catley, A. (2009). « Milk Matters : A literature review of pastoralist nutrition and programming responses ». Feinstein International Center, université de Tufts et Save the Children, Addis-Abeba. [http://www.labatafantalle.org/pdf\\_archive/Milk\\_Matters\\_Report.pdf](http://www.labatafantalle.org/pdf_archive/Milk_Matters_Report.pdf)



## Sites web (en anglais et en français)

### Organisations internationales, ACP et bilatérales

Commission de l'Union africaine  
<http://au.int/fr/commission>

Arid Land Information Network  
<http://www.alin.or.ke/>

Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA)  
<http://www.comesa.int/>

Drylands Coordination Group  
<http://www.drylands-group.org>

Forum européen sur la conservation de la nature et le pastoralisme  
<http://www.efncp.org/news/news20100601.php>

FIDA-Pastoralisme  
<http://www.ifad.org/lrkm/theme/pastoralism.htm>

Autorité intergouvernementale pour le développement Portail régional (IGAD)  
[http://igad.int/index.php?option=com\\_content&view=article&id=93&Itemid=124](http://igad.int/index.php?option=com_content&view=article&id=93&Itemid=124)

International Institute for Environment and Development et Programme de développement des terres arides (IIED)  
[www.iied.org/NR/drylands/index.html](http://www.iied.org/NR/drylands/index.html)

Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)  
<http://www.eac.int/>

Pastoral Communication Initiative  
<http://www.pastoralists.org>

Pastoralist Voices (lettre d'information d'Afrique de l'Est/de la Corne de l'Afrique) :  
<http://www.ochaonline.un.org/rocesa/SituationReports/tabloid/3203/Default.aspx>

### Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)

CTA  
<http://www.cta.int/>

- Briefings de Bruxelles sur le développement rural  
<http://brusselsbriefings.net>

- Connaissances pour le Développement  
<http://knowledge.cta.int/fr>

### Commission européenne

Commission européenne – Prix agricoles et alimentaires  
[http://ec.europa.eu/agriculture/foodprices/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/foodprices/index_fr.htm)

Commission européenne – Développement et coopération EuropeAid  
[http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/food-facility\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/food-facility_fr.htm)

Commission européenne – Communication de la Commission sur la PAC à l'horizon 2020  
[http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/communication/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/communication/index_fr.htm)

Commission européenne – Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile  
[http://ec.europa.eu/echo/policies/food\\_assistance\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/echo/policies/food_assistance_fr.htm)

### Parlement européen

Parlement européen – Comité développement  
<http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/homeCom.do;jsessionid=2B0B15C610AA75156276381888A9AF21.node2?language=FR&body=DEVE>

### Organisation des nations unies

FAO – Économie du développement agricole  
<http://www.fao.org/economic/esa/esa-home/fr/>

FAO – Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR)  
<http://www.fao.org/giews/french/index.htm>

FAO - Situation Alimentaire Mondiale  
<http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/fr/>

FIDA – Portail sur la pauvreté rurale - pastoralisme  
<http://www.ruralpovertyportal.org/web/guest/topic/article/tags/livestock/pastoralism.htm>

UICN - Union internationale pour la conservation de la nature  
<http://www.iucn.org/fr/>

UICN - World Initiative for Sustainable Pastoralism (WISP)  
<http://www.iucn.org/wisp/>

*PNUD - Programme des Nations unies pour le développement*  
<http://www.undp.org/french/>

CEA – Commission Economique pour l'Afrique  
[http://www.uneca.org/fr/fr\\_main.htm](http://www.uneca.org/fr/fr_main.htm)

CESAP – Commissions économiques et sociales des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique  
<http://www.unescap.org/>

Organisation mondiale de la santé – Nutrition pour la santé et le développement  
<http://www.who.int/nutrition/fr/index.html>



## Pastoralisme : Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays



Centre pour le développement des terres arides du PNUD  
[www.undp.org/drylands/](http://www.undp.org/drylands/)

### ONG

Agency for Cooperation and Research in Development (ACORD)  
<http://www.acordinternational.org/>

CELEP Pastoralism  
<http://www.celep.info/?tag=pastoralism>

CORDAID  
<http://www.cordaid.com>

Oxfam - Pastoralisme  
<http://www.oxfam.org.uk/resources/learning/pastoralism/index.html>

Vétérinaires sans frontières (Belgique)  
<http://www.vsf-belgium.org>

Resource Conflict Institute  
[www.reconcile-ea.org](http://www.reconcile-ea.org)

Forum européen sur la conservation de la nature et le pastoralisme  
<http://www.efncp.org/>

### Organisations et réseaux de recherche

Arab Centre for Studies of Arid Zones and Drylands (ACSAD)  
<http://www.acsad.org/>

CGIAR - Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale  
<http://www.cgiar.org/languages/lang-french.htm>

CIRAD  
<http://www.cirad.fr/>

Conseil mondial des éleveurs  
[www.condial.org](http://www.condial.org)

Drylands Coordination Group  
[www.drylands-group.org/About\\_DCG/index.html](http://www.drylands-group.org/About_DCG/index.html)

Drylands Research  
[www.drylandsresearch.org.uk](http://www.drylandsresearch.org.uk)

Eldis - Pastoralisme  
<http://www.eldis.org/pastoralism>

Forum européen sur la conservation de la nature et le pastoralisme (EFNCP)  
<http://www.efncp.org/>

FARA - Forum pour la recherche agricole en Afrique  
<http://fr.fara-africa.org>

IAATSD - Évaluation internationale des connaissances agricoles, des sciences et des technologies pour le développement  
<http://www.agassessment.org>

Institute of Development Studies (IDS)  
<http://www.ids.ac.uk/go/home>

IIED - International Institute for Environment and Development  
<http://www.iied.org/>

INRA - Institut National de Recherche Agricole  
<http://www.inra.fr/>

IRAM - Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement  
<http://www.iram-fr.org/>

International Arid Lands Consortium  
[www.ag.arizona.edu/OALS/IALC](http://www.ag.arizona.edu/OALS/IALC)

Autorité intergouvernementale pour le développement en Afrique de l'Est (IGAD)  
<http://igad.int/>

Initiative politique pour l'élevage de l'IGAD  
<http://www.igad-lpi.org/>

International Bureau for Animal Research  
[www.cape-ibar.org](http://www.cape-ibar.org)

International Institute for Sustainable Development  
[www.iisd.org/natres/security/pastoralism.asp](http://www.iisd.org/natres/security/pastoralism.asp)

Coalition foncière internationale  
<http://www.landcoalition.org/>

IISD - Pastoralism and Conflict Initiative  
[www.iisd.org/natres/security/pastoralism.asp](http://www.iisd.org/natres/security/pastoralism.asp)

Land Tenure Centre  
[www.ies.wisc.edu/ltc](http://www.ies.wisc.edu/ltc)

League for Pastoral Peoples  
[www.pastoralpeoples.org](http://www.pastoralpeoples.org)

Natural Resources Institute  
<http://nri.org/projects/pastoralism/pastoralism.htm>

Pastoral Development Network  
[www.odi.org.uk/pdn/index.html](http://www.odi.org.uk/pdn/index.html)

Pastoral Communication Initiative  
[www.ocha-eth.org](http://www.ocha-eth.org)

Programme for Land and Agrarian Studies  
[www.uwc.ac.za/plaas](http://www.uwc.ac.za/plaas)

Vétérinaires sans Frontières Europe  
[www.vsf-europe.org](http://www.vsf-europe.org)

Women Pastoralists  
<http://www.womenpastoralists.com/>

World Initiative for Sustainable Pastoralism (WISP)  
<http://www.iucn.org/wisp/>

World Alliance of Mobile Indigenous Peoples (WAMIP)  
<http://www.wamip.org/>

## Glossaire

### Pastoralisme agricole

Système de production où toute la famille et le bétail sont sédentaires et les cultures contribuent généralement grandement à la subsistance.

### Piétinement animal

Modification de la structure du sol par les troupeaux causant une érosion par piétinement répété des mêmes endroits.

### Zone aride

Zones où la période de culture est inférieure à 75 jours, trop courte pour une agriculture pluviale fiable. Le coefficient de variation des précipitations annuelles est élevé, jusqu'à 30 %. Les facteurs abiotiques, en particulier les précipitations, déterminent l'état de la végétation. La théorie de non-équilibre s'applique à cet environnement. Les principaux systèmes de ces régions sont mobiles sur des terres communes. On enregistre quelques cas de pacage.

### Biodiversité

La biodiversité est une contraction commune de « diversité biologique ». La diversité est un concept qui désigne la variation ou les différences entre une série d'entités. La diversité biologique caractérise donc la variété

dans le monde vivant. Le terme « biodiversité » est communément utilisé pour décrire le nombre, la variété et la variabilité des organismes vivants.

### Avancée des buissons

Expansion de la végétation boisée, généralement au détriment des zones de pâturage. Souvent associée au pâturage non durable du bétail dans les conditions environnementales et climatiques en vigueur.

### Séquestration du carbone

Généralement, investissement dans des forêts plantées (ou préservées) en tant que puits de carbone. Les puits de carbone sont également rencontrés dans les zones non forestières. Des recherches récentes indiquent qu'une amélioration des pâturages profondément enracinés et des combinaisons de pâturages et d'arbres peuvent également être une source importante de séquestration du carbone. Le protocole de Kyoto a autorisé la création d'un marché international de systèmes de séquestration du carbone où les pays développés peuvent acheter à l'extérieur des réductions certifiées d'émissions auprès de pays en développement pour les utiliser afin de respecter leurs limites nationales d'émissions.

### Zones communes

Zones gouvernées par un système de possession foncière où le titre est détenu par des groupes (par exemple des villages) plutôt que par des individus.

### Stabulation

Système de production basé sur la coupe d'aliments pour animaux sur un lieu donné et leur transport vers un autre lieu pour être consommés par le bétail.

### Déforestation

Processus de soustraction de la couverture forestière.

### Systèmes de taxe de pâturage

Approche du contrôle de la pression sur le pâturage via le paiement de licences pour le pâturage des terres communes.

### Systèmes de pâturage

Le système de pâturage est surtout dépendant de la productivité naturelle des pâturages et donc largement défini par la région agro-écologique.

### Pastoralisme

Système de production essentiellement extensif dépendant à plus de 50 % de ses revenus du bétail. Il peut être nomade, transhumant et semi-transhumant.



## Acronymes

ZAE	Zones agro-écologiques
BAD	Banque africaine de développement.
AGOA	Loi africaine pour la croissance et les opportunités en Afrique
TASA	Terres arides et semi-arides
PFUA	Programme frontalier de l'Union africaine
CUA	Commission de l'Union africaine
UA	Union africaine
UA/DERA	Union africaine/Département en charge de l'économie rurale et de l'agriculture
CAADP	Programme détaillé de développement de l'agriculture d'Afrique
PAC	Politique agricole commune de l'UE
TCSA	Travailleurs communautaires en matière de santé animale
OC	Organisation communautaire
CEBV	Communauté économique du bétail et de la viande
CELEP	Coalition des lobbys européens pour les pastoralistes d'Afrique orientale
CEBEVIRAH	Commission économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques
CILSS	Comité interétatique permanent pour le contrôle de la sécheresse dans le Sahel
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
COMESA	Marché commun d'Afrique orientale et australe
OSC	Organisations de la société civile
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies
IBAR	Bureau interafricain des ressources animales
FIDA	Fonds international pour le développement agricole

## Pastoralisme : Ressources sur les nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays

IFC	International Finance Corporation
IIED	International Institute for Environment and Development
ILRI	International Livestock Research Institute
FMI	Fonds monétaire international
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
PENHA	Pastoral and Environmental Network in the Horn of Africa
PWC	Pastoral Women's Council
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
NSP	Normes sanitaires et phytosanitaires
OTC	Obstacles techniques au commerce
UNCCD	Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
UNHCR	Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés
VSF	Vétérinaires sans frontières
BM	Banque mondiale
PAM	Programme alimentaire mondial
WISP	World Initiative for Sustainable Pastoralism



## Notes

- 1 Le présent document informatif n'a pas vocation à couvrir tous les aspects du pastoralisme dans les pays africains mais à proposer de l'information de base et une sélection de sources d'information en se focalisant sur les implications sur le développement rural.  
Ce document informatif, ainsi que la plupart des ressources, sont disponibles sur <http://bruxellesbriefings.net>.
- 2 Michele Nori, Michael Taylor, Alessandra Sensi. « *Browsing on fences Pastoral land rights, livelihoods and adaptation to climate change* ». Document thématique de l'IIE n°148, mai 2008.
- 3 FAO, 2001, les statistiques mondiales doivent néanmoins être manipulées avec précaution et sens critique, comme le souligne Dobie (2001).
- 4 MacMillan, Susan. « *Punctuated Equilibrium : Pastoralist Timelines of Past and Future* ». 2011. [www.ilri.org](http://www.ilri.org)
- 5 <http://www.fao.org/DOCREP/005/Y2647E/y2647e02.htm>
- 6 <http://www.fao.org/DOCREP/005/Y2647E/y2647e02.htm>
- 7 Blench Roger. « *Pastoralism in the new millennium* », ODI, 2011. <http://www.odi.org.uk/work/projects/pdn/eps.pdf>
- 8 Ibid.
- 9 Union africaine. 2010. Cadre politique pour une politique pastoraliste en Afrique
- 10 « *Global Review of the Economics of Pastoralism* ». The World Initiative for Sustainable Pastoralism, 2006
- 11 <http://www.odi.org.uk/work/projects/pdn/eps.pdf>
- 12 <http://www.odi.org.uk/resources/docs/4313.pdf>
- 13 <http://www.odi.org.uk/resources/docs/4313.pdf>
- 14 Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique : 2010. « *Pastoralism, Nature Conservation and Development : A Good Practice Guide* ». Montréal
- 15 Sanderson et al. 2004
- 16 UNESCO-UIS. 2006. « Teachers and Educational Quality : Monitoring Global Needs », Institut statistique de l'UNESCO, Montréal. <http://www.uis.unesco.org/TEMPLATE/pdf/Teachers2006/TeachersReport.pdf>
- 17 Schelling, Eshter, Weiber, Daniel, Bonfoh Bassirou. 2008. « Learning from the Delivery of Social Services to Pastoralists : Element of Good Practice ». World Initiative for Sustainable Pastoralism (WISP), un projet du Fonds pour l'environnement mondial mis en oeuvre par le PNUD et exécuté par l'Union internationale pour la conservation de la nature. (UICN) Nairobi, Kenya. <http://www.iucn.org/wisp/resources/?4133/Learning-From-The-Delivery-Of-Social-Services-To-Pastoralists-Elements-Of-Good-Practice>
- 18 FAO et VSF-Belgique. 2009. « *Pastoralist Field School - Guidelines for Facilitation* ». Projet régional de préparation aux sécheresses financé par l'ECHO, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies, Rome, Italie, et Vétérinaires sans frontières Belgique. Nairobi, Kenya.
- 19 Ibid.
- 20 Union africaine. 2010. « *Policy Framework for Pastoralism in Africa: Securing, Protecting and Improving the Lives, Livelihoods and Rights of Pastoralist Communities* ». Addis-Abeba, Éthiopie <http://www.tnrf.org/files/policy%20framework%20for%20pastoralism%20final.pdf>
- 21 Mortimore, M. avec la contribution de S. Anderson, L. Cotula, J. Davies, K. Facer, C. Hesse, J. Morton, W. Nyangena, J. Skinner et C. Wolfangel (2009). « *Dryland Opportunities : A new paradigm for people, ecosystems and development* », UICN, Gland, Suisse ; IIED, Londres, UK et PNUD/DDC, Nairobi, Kenya. x + 86p. <http://pubs.iied.org/pdfs/G02572.pdf>